12e année. — N° 231. — 25 Septembre 1936

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

DANS CE NUMÉRO :

DANS L'ANCIEN ROYAUME D'ARAGON

La construction du nouvel ordre économique
par Jean LEUNOIS

Note sur la question agraire en Catalogne
par Cécile PIERROT

Un de ceux qui savent voir
par YVON

ADMINISTRATION ET RÉDACTION, 54, rue du Château-d'Eau — PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE :

Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 231

(25 Septembre 1936)

LA CONSTRUCTION DU NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE ..... J. LEUNOIS.

NOTE SUR LA QUESTION AGRAIRE EN CATALOGNE ..... C. PIERROT.

Premiers pas ..... L. N.

Notes d'économie et de politique

Le début de la réaction. — La finance britannique et les rebelles. — Un blocus du Portugal !!! — Bravo pour la Syrie !..... R. LOUZON.

La vérité sur l'U.R.S.S.

Un de ceux qui savent voir..... YVON.

Livres, revues, journaux

Fascisme et Grand Capital..... A. RICHARD.

Parmi nos lettres

Une lettre du front. — Un appel de l'arrière

La Renaissance du Syndicalisme

Quatre brochures de la C.G.T..... M. CHAMBELLAND.

La grève d'une heure chez les métallos parisiens ..... J. DOMINGET.

Attention, casse-cou !!! ..... E. PLONCARD.

Pensons aux vieux.....

Faits et Documents

Les instituteurs contre la guerre. — La prostitution des communistes.....

Entre Nous

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Collection de la « Révolution Prolétarienne »

PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

par J. F. HORRABIN

traduit de l'anglais par J. PÉRA

(45 CARTES)

Prix : 9 francs — *QUATRIÈME MILLE*

DEUX ANS D'INDOCHINE

UN FLEUVE DE SANG

UNE BROCHURE

Prix : UN franc

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e (Compte n° 734-99 Paris).

DANS L'ANCIEN ROYAUME D'ARAGON

La construction du nouvel ordre économique

Impression d'arrivée

La première impression éprouvée en arrivant à Barcelone, le 22 août, a été l'étonnement de trouver un aspect aussi habituel à la capitale catalane. Tous les services de transports fonctionnent comme par le passé: tramways et autobus (marqués il est vrai aux initiales de la C.N.T. et de la F.A.I.) se succèdent à une cadence accélérée. Les cafés fourmillent de monde, sur les Ramblas se presse une foule insouciante et débonnaire. Les théâtres et les cinémas sont ouverts (un papillon, à l'entrée, fait savoir que la socialisation du spectacle par la C.N.T. a pour conséquence la suppression du pourboire, des places de faveur et de la claque).

Quelques modifications cependant : absence d'autos particulières et de taxis (toutes les voitures sont réquisitionnées et portent les initiales des organisations qui les utilisent, la prédominance de la C.N.T. et de la F.A.I. s'étale ainsi dans la rue); les miliciens et miliciennes en armes apportent un cachet nouveau, allure plus ouvrière de la population.

Une autre différence importante : le nombre des mendiants a considérablement diminué depuis 1932, et les pickpockets qui pullulaient alors (je suis payé pour le savoir) ont totalement disparu.

Les traces de la guerre civile disparaissent; il est malaisé d'imaginer les combats sanglants qui se sont déroulés à Barcelone dans les premiers jours de l'insurrection militaire ; quelques vestiges cependant : des marques de fusillade sur une façade, une barricade, formée de pavés et de balles de coton, qui surgit à un carrefour, quelques fleurs rouges signalant l'endroit où est tombé un militant.

Pendant les trois semaines de mon séjour en Espagne, des transformations se produisent dans cet aspect extérieur de la ville : la petite bourgeoisie, qui s'était peureusement terrée, reprend peu à peu confiance, les organisations ouvrières s'efforcent de la rassurer par tracts et par affiches; le petit bourgeois bien habillé réapparaît et reprend possession de son domaine qui était les Ramblas. Par ailleurs, l'appel lancé par la C.N.T. de réserver toutes les armes pour le front a été entendu, beaucoup moins de fusils aux bras des flâneurs.

Un monde nouveau se construit

Nos camarades espagnols ne se contentent pas d'organiser la résistance armée contre l'ennemi factieux. Bien qu'ils consacrent la plus grande partie de leurs efforts à résoudre les problèmes militaires posés par la guerre civile, ils n'oublient pas qu'une condition essentielle de la victoire est le développement de la production, et son adaptation aux conditions actuelles.

Pour mener la lutte sur le front a été créé le Comité Central des milices antifascistes ; de même, pour résoudre les problèmes économiques a été constitué, le 11 août, un Conseil de l'Economie ; ces deux organismes, établis sur les mêmes bases, comprennent 15 membres ainsi répartis :

3 délégués de la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail);
3 délégués de l'U.G.T. (Union Générale du Travail);
3 délégués de l'E.R.C. (Gauche Républicaine Catalane);
2 délégués de la F.A.I. (Fédération Anarchiste Ibérique);
1 délégué du P.S.U.C. (Parti Socialiste Unifié de Catalogne);
1 délégué du P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste);
1 délégué de l'A.C. (Action Catalane);
1 délégué de l'U.R. (Union des Rabassaires).

Les difficultés sont grandes : les matières premières indispensables (pétrole, coton, charbon) arrivent difficilement, les nations fascistes ayant arrêté tout commerce avec l'Espagne gouvernementale et les capitalistes des nations démocratiques boycottant la reconstruction révolutionnaire de l'économie espagnole ; l'industrie textile catalane ne peut écouler ses produits, ses principaux clients étant les provinces espagnoles actuellement sous le joug des rebelles. Mais nos camarades s'attaquent à la solution de ces difficultés avec la même énergie qu'ils mettent à combattre la rébellion réactionnaire.

Ils ne cherchent pas à établir un système économique suivant une idée préconçue ; et s'ils s'efforcent de maintenir le plus possible à la vie extérieure son aspect ancien, ils ne reculent pas devant les transformations profondes, imposées par les nécessités de la production.

Et quand on voit comment s'établit le niveau de vie dans des villes comme Valence ou Barcelone, un mois après le coup d'Etat fasciste, quand on se souvient de la chute totale de la production qui suivit la guerre civile en Russie, on ne peut s'empêcher d'admirer les résultats obtenus par l'Espagne révolutionnaire, et on a le droit d'affirmer que la méthode, à la fois souple et énergique, de nos camarades a, tout au moins pour l'instant, pleinement réussi.

La collectivisation dans l'industrie

Ainsi que tout le monde le sait actuellement, les ouvriers ont, aussitôt après avoir triomphé du soulèvement militaire, pris la direction des services de transports en commun (tramways, autobus, métro), des chemins de fer (*Chemins de fer du Nord, Chemins de fer Madrid-Saragosse-Alicante* ou *M.Z.A.*), des sociétés productrices ou distributrices de gaz et d'électricité

(l'*Union Electrique de Catalogne*, la *Coopérative de Fluide Electrique*, la *Société Catalane de Gaz et d'Electricité*, la *Société Espagnole de Construction Electrique*, la *Société Productrice de Forces Motrices*), et également de la Ford-Motor-Iberica, des Téléphones, de la Presse.

Je signalerai que les ouvriers des tramways ne se contentent pas d'assurer la bonne marche des services existants ; ils ont construit des voitures neuves. (Les premières inscriptions C N T - F A I sur les voitures étaient grossièrement tracées ; elles ont été remplacées par des lettres bien peintes aux couleurs rouge et noir, qui marquent une volonté de prise de possession définitive).

D'autre part, le Comité Central de Contrôle ouvrier du Gaz et de l'Electricité a baissé les prix, à partir du 1er septembre, dans les proportions suivantes :

Electricité. — Eclairage privé (prix ancien : 0,75 peseta le kwh), réduction de 33,3 % pour les petits consommateurs (consommation mensuelle inférieure à 10 kwh); réduction de 13,3 % pour les consommateurs moyens (consommation mensuelle comprise entre 10 et 25 kwh); pas de réduction pour les gros consommateurs (consommation mensuelle supérieure à 25 kwh).

Gaz. — Usages domestiques (prix ancien : 0,55 le m³ jusqu'à 35 m³ par mois, 0,45 le m³ supplémentaire); prix actuel : 0,35 le m³ jusqu'à 50 m³ de consommation mensuelle (réduction 41,4 %), 0,40 le m³ pour l'ensemble de la fourniture quand la consommation dépasse 50 m³ par mois.

A la place du tarif *dégressif*, on a donc établi un tarif *progressif*.

Par la suite furent syndicalisés les spectacles et l'enseignement (auprès des enseignes de cinémas, l'inscription C N T en lettres lumineuses rouges souligne également l'emprise définitive).

Les nécessités de la production poussèrent également les ouvriers à s'emparer peu à peu de la plupart des grosses entreprises de l'industrie mécanique et métallurgique et des moyennes exploitations abandonnées par leur directeur. On peut citer en plus de celles déjà indiquées : l'*Hispano-Suiza*, la *Société Anonyme des Pétroles* (C.A.M.P.S.A.), la *Compagnie Transatlantique*, la *Maritima*, la *Maison Elizada*, la fabrique de ciment « *Asland* » de Moncada, etc.., etc...

Toutes ces expropriations ont été effectuées sur l'initiative des ouvriers. Mais comme l'écrit Juan P. Fabregas, conseiller aux Finances du Conseil Economique, dans *Solidaridad Obrera* du 8 septembre, la tâche la plus urgente du Conseil Economique est de « donner le caractère de légalité, que les circonstances réclament, aux réalisations que le peuple a exécutées en se guidant uniquement sur la force impérative de son instinct. »

Je le répète : toutes les entreprises collectivisées fonctionnent fort bien. La majorité de leurs ouvriers appartiennent à la C.N.T. et à la F.A.I. Aussi, est-ce avec indignation que j'ai vu dans le *Populaire*, un journaliste, vraisemblablement incapable de manier un marteau ou de monter un moteur, traiter de « lumpen prolétariat » nos camarades anarchistes espagnols. Qu'il se renseigne auprès de son collègue du *Peuple*, Henderson, il apprendra également que les miliciens anarchistes, logés dans un des meilleurs hôtels de Barcelone, savent s'y tenir proprement, sans faire le moindre dégât, à côté même d'anciens clients bourgeois.

A la Ford-Iberica-Motor

A titre d'exemple, j'indiquerai comment fonctionne la *Ford-Iberica-Motor* que j'ai visitée en détail.

La *Ford-Iberica-Motor* n'était pas une usine de construction, mais une simple usine de montage. Elle avait été installée à Barcelone pour bénéficier des avantages de la zone franche, c'est-à-dire que les pièces détachées pouvaient y pénétrer en franchise et que les voitures, après montage, exécution de la tapisserie et peinture, pouvaient être expédiées à l'extérieur sans payer de droits de douane.

Le 19 juillet, lorsque les ouvriers s'emparèrent de l'entreprise, le directeur et le sous-directeur ne se sauvèrent pas. Ils restèrent à l'usine en acceptant la réduction de leur traitement au maximum fixé par une loi de la Généralité, soit 1.500 pesetas. Au bout de peu de temps, le directeur, se rendant compte de son inutilité, demanda à la société mère un autre emploi et fut envoyé à Lisbonne. Le sous-directeur est au contraire resté ; les ouvriers le conservèrent malgré le peu d'intérêt que présente son rôle de conseiller.

Actuellement l'entreprise emploie 336 ouvriers permanents, 142 ouvriers temporaires et 87 employés.

La direction est assurée par un comité d'usine composé de 18 membres (12 représentants des ouvriers et 6 des employés). Dans chaque catégorie, ces membres élus par le personnel se répartissent par moitié entre la C.N.T. et l'U.G.T.

La production est réglée d'après le programme fixé par le Département de la Guerre. L'usine ne reçoit plus de pièces détachées de l'étranger, elle fonctionne uniquement sur les stocks anciens qui permettent de rouler pendans plusieurs mois à la cadence actuelle. (A la production ancienne, le comité a ajouté un service de réparations).

Pour les fournitures locales, le comité d'usine réglait primitivement les fournisseurs au moyen de bons de réquisition (vales), remboursables par le Département de la Guerre. Actuellement ces fournisseurs sont payés, par chèques, sur le compte en banque dont disposait la société. C'est également sur ce compte que sont imputés les salaires du personnel. Les disponibilités bancaires sont suffisantes pour satisfaire aux dépenses pendant plus d'un an.

En dehors de l'écrêtement des traitements supérieurs à 1.500 pesetas par mois, l'ancienne échelle des salaires a été maintenue.

Pour les ouvriers, le salaire varie de 22,4 pesetas à 36 pesetas par jour de travail effectif.

Pour les employés, le traitement mensuel varie de 500 à 1.200 pesetas.

Sur cette rémunération, le personnel a volontairement décidé d'abandonner 13 % pour les chômeurs ; en outre, il verse régulièrement en faveur des miliciens des souscriptions dont le montant total pour l'usine s'élève à 2.000 pesetas par semaine.

Pas de travail aux pièces ; pas de prime pour rendement, ou d'allocation pour charges de famille.

Le personnel est assuré : en cas d'accident

avec incapacité de travail temporaire, le salaire entier est alloué pendant 7 jours, l'accidenté touche ainsi davantage que lorsqu'il travaille (il n'est alors payé que pendant 5 jours); en cas d'incapacité permanente, pension fixée conformément à la loi.

Le travail à la chaîne existe toujours, le rythme actuel, en relation avec les besoins de la guerre (20 camions par jour) est assez lent.

L'organisation technique est relativement simple : un chef de fabrique, trois adjoints et cinq contremaîtres-inspecteurs. Les anciens agents ont été conservés.

La discipline nécessaire au bon fonctionnement de l'usine est assurée par la bonne volonté de tous. Depuis que l'usine est « incautadée », aucun renvoi n'a été prononcé, aucune sanction d'aucune sorte ne s'est révélée utile ; en sorte que le comité n'a pas jugé bon d'établir un réglement fixant une échelle de peines disciplinaires. Sur ma demande, un camarade du comité m'affirme qu'il n'y avait jamais eu de retards injustifiés, bien qu'il y ait un pointage automatique à l'entrée. (Connaissant, par expérience, l'inaptitude des Espagnols à se trouver à l'heure aux rendez-vous fixés, je suis un peu sceptique sur l'absence des retards, mais j'en conçois fort bien la justification).

Aucune lutte de tendances ne se manifeste (la majorité est cénétiste chez les ouvriers, ugétiste chez les employés).

En somme, la production s'effectue sans à-coups d'après le programme fixé par le Département de la Guerre ; le personnel est satisfait, travaille sans contrainte, aucun tiraillement ne se produit.

Pour compléter ces renseignements, il convient de signaler que 30 ouvriers de la Ford sont sur le front et forment le groupe de *La Caravane*. Ils sont considérés comme étant à l'usine et touchent leur salaire intégral. Deux journalistes de la *Soli* se sont joints à *La Caravane*, et c'est avec un matériel acheté par la Ford qu'est édité le journal du front *El Frente*.

Conceptions ouvrières sur l'unification des salaires

Je m'étonnais auprès du Comité de la Ford du maintien de l'ancienne échelle des salaires, et lui demandais les raisons d'une telle entorse aux principes syndicalistes et anarchistes. Lorsque cette question fut débattue, me répondit-on, les catégories qui auraient été touchées par une unification des salaires, protestèrent ; elles considéraient comme inadmissible d'avoir fait la révolution pour aboutir à une diminution de salaires. Après discussion, l'unanimité accepta de conserver, pour l'instant, l'ancienne échelle des salaires.

C'est une réponse analogue que je reçus à l'*Hôtel España*, où j'étais descendu à Valence. Le patron de l'hôtel ayant déclaré ne pouvoir continuer son exploitation, son personnel décida de se substituer à lui. On demanda au patron s'il voulait ou non travailler. Sur sa réponse affirmative, on le mit portier (je m'expliquai alors la mine assombrie de l'homme de surveillance à l'entrée, contrastant avec l'activité enjouée du reste du personnel), et après délibération, il fut décidé de maintenir les anciennes catégories de salaires, qui varient dans les proportions suivantes : 1,5 pour les femmes de chambre, 2,5 pour les serveurs, 5 pour le chef-cuisinier et le directeur (il paraît que la même opération a eu lieu dans presque tous les hôtels de Valence non réquisitionnés).

Cette tendance au maintien du *statu quo* est assez fréquente ; elle n'est cependant pas absolument générale. Les traminots, par exemple, ont fait un effort d'unification ; ils ont ramené de 11 à 4 le nombre des catégories de salaires et fixé un type unique de retraite pour incapacité de travail (250 pesetas) et pour la vieillesse (275 pesetas).

Le respect de l'ancienne différenciation des salaires est assez troublant. Ce qui me rassure, c'est qu'il est décidé par les intéressés eux-mêmes et non par un organisme supérieur. On peut donc espérer que les modifications ultérieures des salaires seront faites au bénéfice des catégories les moins payées.

L'exemple des traminots indique bien une tendance dans ce sens.

La collectivisation dans l'agriculture

Plusieurs villages de Catalogne et de la province de Valence ont été collectivisés. Je n'ai pas eu l'occasion de visiter l'un de ces villages ; mais d'après les renseignements verbaux de camarades espagnols, j'imagine de la façon suivante le fonctionnement de ces « communes libres » : les terres et leurs produits sont mis en commun ; un comité de village règle la production, fixe chaque jour son travail à chacun ; à l'intérieur du village l'argent est supprimé, les paysans s'approvisionnent à la coopérative au moyen de bons (vales) délivrés par le comité (pour ma part, je n'arrive pas à réaliser la différence entre un *vale* et un billet de banque, il paraît cependant que c'est important). Les échanges avec le dehors sont effectués par le comité en utilisant la monnaie.

Le Congrès des paysans catalans de la C.N.T.

Il était important pour la C.N.T. de fixer son attitude à l'égard de la paysannerie, d'autant plus que, même en Catalogne, l'organisation paysanne la plus forte n'est pas la C.N.T., mais l'Union des Rabassaires. Le succès de la révolution dépend essentiellement de la nature des relations entre ouvriers et paysans et des succès obtenus dans le développement de la production agricole.

C'est pourquoi la C.N.T. convoqua pour le 5 septembre un congrès régional des paysans de Catalogne. J'ai assisté à deux séances de ce congrès. Sans avoir pénétré le détail de la discussion, j'ai suffisamment suivi les débats pour en dégager une impression d'ensemble.

Dans la salle de délibérations de l'immeuble servant de siège au Comité régional de la C.N.T., à Barcelone (ancienne propriété de Cambo et siège social des chambres syndicales patronales), se pressaient 600 délégués environ, représentant les villages des quatre provinces de Catalogne (Barcelone, Gérone, Lérida, Tarragone). Valence avait envoyé des observateurs.

Quel spectacle réconfortant que de voir la foi, le sérieux, le calme résolu et la volonté constructive avec lesquels ces authentiques travailleurs de la terre discutaient des graves

problèmes de la révolution à la campagne ! Pas d'effets oratoires, le simple exposé des opinions.

Et quelle leçon de démocratie syndicale ! Aucune directive imposée par le sommet ; l'expression libre et complète de l'avis de la base.

L'ordre du jour, publié suffisamment à temps, avait été discuté soigneusement dans chaque village. Les délégués ont un mandat impératif.

Lorsqu'un des points de l'ordre du jour est mis en discussion, le président de séance fait l'appel des délégués ayant l'intention de participer au débat (les délégués sont désignés par le nom du village qu'ils représentent). Lorsque la liste en est arrêtée, chacun parle à tour de rôle dans l'ordre d'inscription.

Beaucoup de délégués se contentent de lire la résolution écrite, arrêtée par leur syndicat. D'autres y ajoutent des commentaires personnels, suscités par les interventions antérieures. Malgré la vigueur des convictions, pas de polémiques personnelles.

Aucune hâte non plus. L'heure ne compte pas. La séance est prolongée, la discussion est reportée à une autre séance ; mais il faut épuiser chaque question en respectant intégralement le droit d'intervention de chacun.

Ces paysans sont sensibles à l'idée de révolution mondiale, ils ont conscience de créer un monde nouveau et l'orgueil de pouvoir servir d'exemple au reste du monde.

Suivant l'importance relative de la C.N.T. dans le village, les mesures proposées sont plus ou moins radicales.

Lorsque tous les délégués ont donné leur avis sur un point, une commission des résolutions est nommée ; les représentants des divers courants, qui se sont manifestés, y siègent à parité. Le nombre des membres est décidé par l'assemblée et leur désignation est faite par la base, sans aucune candidature officielle.

Je crois utile de donner la traduction des résolutions, proposées au congrès et votées par lui, sur les points principaux de l'ordre du jour.

Comment les syndicats entendent-ils réaliser la collectivisation de la grande propriété agricole ?

La Commission, après une étude approfondie des différentes caractéristiques que présente l'agriculture catalane, et après une profonde analyse de la psychologie des paysans de la région, se permet d'indiquer les directives suivantes; elle espère qu'elles serviront ou pourront servir de règles pour aplanir le chemin que nous devons suivre et qui nous conduira à la conclusion d'une complète collectivisation de la terre, finalement réalisée d'après les principes de la C.N.T.

Les caractéristiques de la propriété foncière en Catalogne tirent leur origine de l'esprit d'indépendance enraciné chez nos paysans; ceux-ci, heureux de s'être débarrassés de l'esclavage du salariat et de l'usure que représentaient pour eux le morcellement et les redevances, n'ont qu'une seule pensée, un seul but : *la terre;* leur plus grande aspiration est d'en devenir propriétaires.

Et comme un amoureux, plein de passion mêlée d'égoïsme ancestral, le paysan prend le chemin le plus rapide pour atteindre son objectif. Il ne ménage pas ses efforts, il travaille jour et nuit sans arrêt, lui et les membres de sa famille; l'on peut dire qu'il ruine sa santé et qu'il vit moins bien que ses propres bêtes de travail. Nous pensons que si nous prétendions obliger immédiatement la collectivisation de toute la terre y comprise celle acquise par tant de travail et d'abnégation, nous nous heurterions à une série d'obstacles qui nous empêcheraient d'atteindre normalement notre but final.

Le petit propriétaire est lié au morceau de terre qu'il est arrivé à acquérir au point de le considérer comme un morceau de sa propre vie. Nous avons la conviction qu'il regarderait avec méfiance tous ceux qu'il suppose vouloir lui enlever sa terre, même si c'était dans le but d'améliorer son bien-être.

Il y a une série de raisons qui justifient cette attitude de méfiance; le paysan a en effet compris que de nombreuses promesses n'avaient d'autre but que de le tromper misérablement et de tirer de lui un profit. Les politiciens ont contribué à la formation de cette mentalité égoïste plus digne d'un petit bourgeois que d'un prolétaire et à la situation de méfiance absolue qui règne chez le travailleur de la campagne.

Pour toutes ces considérations, la Commission se permet de faire au Congrès les propositions suivantes :

1° Procéder à l'établissement de la collectivisation de la terre de manière à ce que les petits propriétaires n'aient à aucun moment aucune méfiance en notre action émancipatrice et en ses conséquences. Afin qu'ils ne se convertissent pas en ennemis ou saboteurs de notre œuvre, on respectera donc en principe la culture privée des terres qu'ils peuvent travailler de leurs propres bras.

De la sorte aucune obstruction ne sera rencontrée dans le développement des centres qui sont collectivisés. Nous avons la conviction que, sans contrainte, par l'exemple que donnera la collectivisation de la terre on obtiendra le changement de la culture au moyen de la mécanique, de la chimie et de la technique, qu'avec un moindre effort on obtiendra une plus grande capacité de production et en conséquence une vie nouvelle et plus digne pour le travailleur, dont la situation morale et spirituelle se trouvera élevée.

2° Toutes les terres expropriées seront contrôlées et administrées par le Syndicat et seront cultivées collectivement au bénéfice direct des syndiqués, par conséquent de tous les travailleurs en général.

3° C'est également le Syndicat qui exercera le contrôle de toute la production, ainsi que de l'achat des produits aux petits propriétaires qui provisoirement continueront à cultiver directement comme il est dit ci-dessus.

4° Grâce aux relations intersyndicales entre les noyaux collectivisés, s'instituera une collaboration entre paysans qui permettra de diriger la main-d'œuvre disponible sur les localités où l'on manquera de bras; l'on pratiquera ainsi le principe de l'égalité de tous les ouvriers.

5° Les syndicats de chaque village s'efforceront d'amener à eux avec leur assentiment les autres paysans du village et de leur faire admettre les normes libertaires qui dirigent les syndicats de la C.N.T. en se soumettant aux indications suivantes:

a) S'il y a la possibilité d'établir dans le village la collectivisation sans danger de se heurter aux difficultés que nous avons signalées, on devra procéder à l'établissement de la collectivisation immédiatement et d'une façon totale;

b) Si la majorité des paysans de la localité ou

simplement quelques-uns d'entre eux ne partagent pas ce point de vue, les syndicats respecteront l'exploitation privée des petits propriétaire et procéderont à l'expropriation de la grande propriété et des biens des éléments factieux qui seront également collectivisés;

c) Si pour préparer l'établissement définitif de la collectivisation les circonstances l'exigent, les syndicats laisseront la faculté aux petits métayers de cultiver la terre de la manière admise pour les petits propriétaires, en laissant toujours la possibilité de collectiviser ultérieurement cette terre. On complétera la libération de la campagne par l'installation de fermes collectivisées où seront mis à contribution tous les avantages que l'élevage moderne offre aux réalisateurs hardis. En outre l'électrification, l'urbanisation et l'assainissement des centres ruraux les plus éloignés, l'irrigation, le nivellement, le drainage ; une infinité de mesures enfin qui donneront le maximum de succès dans toutes les installations nouvelles et seront le stimulant le plus actif pour convaincre tous les paysans et les amener aux nobles aspirations de la C.N.T.

Comme conclusion et comme fidèle interprétation du fédéralisme qu'a toujours défendu la Confédération, la Commission croit opportun de laisser la plus grande liberté à chaque localité paysanne pour le choix de la forme et du moment favorable à la suppression des accords antérieurs.

Comment régler l'échange et l'acquisition des produits par l'intermédiaire des Syndicats

Après une ample délibération de la part de tous les délégués qui composent cette Commission, nous soumettons à la délibération du Congrès ce qui suit :

Considérant que la lutte contre le fascisme n'appartient pas uniquement à la C.N.T., mais que toutes les organisations révolutionnaires y prennent part;

Considérant que ce serait une imprudence qui pourrait nous coûter cher que de chercher à implanter un système social préconçu;

Considérant que nous devons être fidèles au pacte d'alliance révolutionnaire et respecter l'opinion des autres secteurs prolétariens;

Nous proposons :

1° Que tant que dureront les circonstances actuelles, on devra affecter un prix à tous les produits aussi bien agricoles qu'industriels.

Ce prix sera attribué à chaque produit, après que le Conseil Economique aura fait une étude de toutes les caractéristiques de la production, et pour cela nous considérons comme indispensable que le Conseil Economique s'adjoigne des représentants des paysans.

Une fois établie, la tarification des produits sera publiée dans un bulletin mis à la disposition de tous les syndicats et coopératives.

2° L'échange des produits aura lieu par l'intermédiaire de la monnaie ou sans cet intermédiaire; cela dépendra de la coopérative de vente et d'achat;

3° Dans chaque localité existera la forme de rémunération du travail que le village lui-même aura adoptée.

Quelle attitude doit-on observer vis-à-vis des autres organisations paysannes ? Est-il possible d'arriver à une fusion de toutes ces organisations ?

La Commission chargée de rédiger la résolution se référant à ce point de l'ordre du jour se fait un devoir de tenir compte des circonstances révolutionnaires que nous vivons; elle croit que nous devons tous faire un effort pour maintenir l'alliance révolutionnaire en évitant tout conflit entre les paysans des différentes organisations. Dans ce but, elle donnera aux deux questions posées une réponse claire et catégorique :

1° Nous considérons nécessaires et indispensables les relations cordiales avec toutes les organisations paysannes de Catalogne qui acceptent la lutte révolutionnaire;

2° Les paysans catalans de la C.N.T. peuvent envisager une fusion avec les différentes organisations paysannes, pourvu que celles-ci se dégagent de l'ingérence des partis politiques et qu'elles placent la lutte sur le terrain syndical et révolutionnaire qu'exige la nouvelle structure de la Société.

Le Comité Régional des Paysans devra se charger de réaliser le deuxième point de cette résolution, en ne négligeant aucune sorte d'effort pour obtenir une influence prépondérante et décisive de toutes les organisations paysannes qui répondent aux réalités révolutionnaires requises par le moment actuel.

Jusqu'à ce que nous soyons arrivés à une fusion définitive, en application des principes fédéraux de la C.N.T., chaque localité conservera une indépendance relative pour effectuer des pactes ou des alliances avec les diverses organisations locales.

Estimant avoir interprété le sentiment général de ce Congrès, nous soumettons ce texte à sa ratification définitive.

⁂

Conclusions

Dans une interview, accordée à M. Elie Faure et que les journaux français ont reproduite, M. Azaña a déclaré que l'Espagne allait vers une république démocratique.

J'ignore si cette affirmation est valable pour les autres provinces d'Espagne ; elle est manifestement fausse pour la Catalogne et pour la province de Valence.

A moins que ne triomphe le fascisme, à moins que n'ait lieu une extermination totale des travailleurs de ces régions, il ne sera pas possible de revenir en arrière, il ne sera pas possible d'enlever aux ouvriers et aux paysans les conquêtes qu'ils ont payées de leur héroïsme et de leur sang.

M. Azaña doit en prendre son parti ; ce n'est pas vers la république démocratique que va l'Espagne orientale, mais vers une république sociale dirigée par les travailleurs en vue d'assurer le bien-être et la liberté de tous.

Mais il est indispensable que le fascisme soit écrasé.

Le courage et l'abnégation ne manquent pas à nos camarades espagnols ; mais l'enthousiasme ne suffit pas.

Pour vaincre, il faut des armes.

Alors que les fascistes de tous les pays approvisionnent les rebelles en matériel moderne, refuser des armes au prolétariat d'Espagne, c'est assassiner la révolution espagnole ; et, pour les antifascistes de France, c'est simplement se suicider ; sous une forme ou sous une autre il faut armer le prolétariat espagnol en lutte.

Des armes pour l'Espagne et sans perdre un instant !

Jean LEUNOIS.

NOTE SUR LA QUESTION AGRAIRE EN CATALOGNE

Collectivisation ou petite propriété?

Les accords du Conseil d'Economie de Catalogne portent à l'article 3 : « *la collectivisation de la grande propriété rurale en vue de son exploitation par les syndicats paysans avec l'aide de la Généralité.* (*Bulletin d'Information* C.N.T., A.I.T., F.A.I., numéro 35, 27 août 1936.) »

Comment se présente dans les faits cette collectivisation décidée en principe ?

D'abord, précisons ce qu'est l'organisme qui a pris cette décision.

Le Conseil Economique est l'organe de liaison entre les différents syndicats et entreprises; il assure le fonctionnement de la vie économique en Catalogne et (comme le Comité des Milices qui, pratiquement, a la direction politique) il comprend des représentants de toutes les organisations ouvrières. Parmi ces différentes organisations, les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires sont des partisans déterminés de la collectivisation agraire (si elle est demandée par les syndicats paysans); le P.O.U.M., de même; d'après des propos recueillis au P.O.U.M., la Gauche Catalane et le P.S.U.C. seraient au contraire plutôt favorables au partage de la terre en petites propriétés.

Les « rabassaires » et leur histoire

Voici, d'après ce qu'on nous a dit à l'Union des Rabassaires, comment se présente actuellement la question agraire.

En Catalogne, comme sur toute la périphérie de l'Espagne, l'exploitation de la terre se fait par métayage. Les rabassaires ce sont, étymologiquement, les défricheurs, ceux qui ont mis en valeur les terres incultes (au XVIIIe siècle surtout) et de ce fait ont bénéficié d'une espèce de propriété partielle : le propriétaire avait la terre, le rabassaire avait les plantations, moyennant redevance en nature, le demi-fruit dans la plupart des cas; pour l'expulser il fallait d'abord lui racheter les plantations. Au cours du XIXe siècle les propriétaires ont fait un effort acharné pour évincer les rabassaires et les transformer en métayers qu'on renvoie à son gré. Ils y sont surtout arrivés en 1891-92 au moment de l'épidémie de phylloxéra qui, en détruisant les plantations, a libéré le propriétaire.

Au début du XXe siècle la population paysanne catalane, qui dépasse le million, se compose en majorité de métayers; quelques-uns possèdent un bout de terrain à eux, mais insuffisant pour les faire vivre. Sur les terres les plus fertiles, des fermiers — surtout autour des grandes villes. Enfin, comme dans le reste de l'Espagne, toute une population d'ouvriers agricoles, payés à la journée, sur les terres des grands et moyens propriétaires.

L'*Union des Rabassaires* s'est constituée après 1920, autour de deux avocats, Francès Layret, assassiné depuis, et Luys Companys, aujourd'hui chef du gouvernement de Catalogne. Son but primitif : obtenir pour ses adhérents une vie meilleure et la propriété de leurs terres. Influencée alors par la Gauche Républicaine, elle est républicaine, mais non révolutionnaire. Elle reste en sommeil pendant la dictature. Aujourd'hui, elle a environ 35.000 adhérents (25.000 avant octobre 1934), en comptant seulement les chefs d'exploitation. Le journal de l'Union, la *Terra*, rédigé en catalan (ne pas confondre avec la *Tierra* de Madrid), bimensuel, tire à 25.000 exemplaires : en effet le paysan catalan, nous dit M. Torrents, est rarement illettré (cependant, à une réunion syndicale, nous verrons plusieurs paysans refuser d'être secrétaire parce qu'ils ne savent pas assez bien lire et écrire).

Depuis la République (avril 1931) une série de lois agraires non appliquées ont éveillé l'espoir et les déceptions populaires. On peut aussi penser qu'elles ont fait l'éducation politique des campagnes.

Une première loi réduisait à presque rien la redevance due au propriétaire. Cette loi n'a jamais été appliquée. Elle a été sabotée par les juges et par la garde civile.

En revanche, en septembre 1931, un arbitrage provisoire se contente de réduire fortement l'ancienne redevance; puis en juin 1933 le Parlement catalan la réduit de moitié (seulement pour les métayers qui étaient en conflit avec leurs propriétaires). Enfin, en avril 1934, nouvelle loi en Catalogne « qui se donne pour une loi agraire » nous dit avec un certain mépris notre interlocuteur (pourtant membre de l'Union) : défense d'expulser les métayers qui sont restés au moins dix-huit ans sur une terre; possibilité aux métayers de devenir propriétaires, contre indemnité; très forte réduction de la redevance.

Gros émoi chez les propriétaires. Ils firent annuler la loi par la Cour de Garantie Constitutionnelle de Madrid, le gouvernement espagnol étant, depuis novembre 1933, aux mains des droites. Elle fut remplacée par une loi plus modérée. De là, une hostilité croissante entre Madrid et Barcelone, qui a beaucoup contribué à amener les événements d'octobre 1934. A la faveur de ces événements, la nouvelle loi ne fut pas appliquée : les paysans durent payer redevance entière et même le moins-perçu durant les années antérieures (naturellement: évictions, amendes, prison). Une loi de Madrid (mars 1935) donna aux propriétaires de grandes facilités pour expulser les fermiers (auxquels on assimila les métayers) : il y eut plus de 1.500 évictions en Catalogne. C'est alors que les masses paysannes se détachent de la Gauche Républicaine et que l'Union des Rabassaires devient un parti politique autonome, qui, membre du « Front populaire », recrute activement. Il fait élire deux députés aux élections de février 1935 et au congrès du 15 mai et à l'unanimité, se proclame une organisation de classe. On allait voir...

Quel était le programme de la nouvelle Union ? Refaire une loi agraire — une de plus — indemniser les paysans, réintégrer les expulsés. — « Le parti n'a pas été pressé : au 19 juillet il n'y avait rien de fait », sauf des initiatives locales prises par les paysans eux-mêmes, dans la région de Tarragone par exemple : ce qui avait créé des difficultés avec la Gauche Républicaine.

Organisations et tendances actuelles

Vient le soulèvement du 19 juillet. La contre-attaque antifasciste se déclenche dans les campagnes. Le mouvement paysan frappe les curés, les usuriers, les propriétaires fascistes. Le paysan brûle les églises et occupe les grandes propriétés. Que va-t-il en faire ?

Actuellement, ce paysan antifasciste appartient, la plupart du temps, à l'Union des Rabassaires, qui est politiquement en pleine évolution, mais il peut aussi adhérer à un Syndicat de paysans de la C.N.T. dont le Comité régional du 28 août, proclame « la nécessité de former une organisation puissante des campagnes catalanes » et convoque le congrès paysan du 5 septembre qui met à son ordre du jour : « *Comment le syndicat entend réaliser la collectivisation de la grande propriété*

agricole; comment régler échanges et acquisitions par l'intermédiaire du syndicat...; quelle position prendre devant les autres organisations paysannes; une fusion est-elle possible ? »

Il peut aussi adhérer à un syndicat de l'U.G.T. très peu développé (renseignement recueilli à l'Union des Rabassaires), qui groupe surtout les journaliers. Il y a aussi deux unions locales, celle de Lérida et celle de Gérone, en voie de fusion avec l'Union des Rabassaires. Il y a enfin bon nombre d'inorganisés.

D'après le délégué de l'Union des Rabassaires au Comités des Milices, M. Torrents, les Rabassaires, sauf parmi les dirigeants et les noyaux de jeunes, n'ont guère de conscience de classe. Dans ce pays montagneux la collectivisation est difficile à cause du morcellement géographique. Les paysans aboutissent donc malgré les efforts de leurs dirigeants à se partager les grandes propriétés. Peut-être la solution est-elle dans le syndicat obligatoire.

Au contraire, d'après un jeune secrétaire de l'Union des Rabassaires, le mouvement vers la collectivisation est très vif parmi les paysans. Mais celui-ci se plaint que les anarchistes veuillent accaparer ce mouvement à leur profit en reprenant à leur compte le programme de l'Union. Ce programme s'est manifesté par une mesure du conseiller d'agriculture de la Généralité, M. Calvet, un des deux députés rabassaires, qui avait été prise dans les derniers jours d'août et qui décrétait en substance :

1° Le syndicat obligatoire de tous les travailleurs des champs convoqués par le maire dans un délai de quinze jours au plus;

2° La fusion de toutes les organisations ou associations agricoles déjà existantes;

3° Le développement de coopératives d'échange.

De plus, un règlement des propriétés collectivisées est à l'étude, ainsi qu'un décret pour la redistribution des terres à ceux qui n'en ont pas : petite propriété, à côté de la propriété collective.

Au décret de la Généralité la *Solidaridad Obrera* (l'organe de la C.N.T.) répond violemment, le 1er septembre : « *Nos représentants au Conseil Economique ne savent rien de ce décret. Il n'a donc aucune validité... Nous avons convoqué le Congrès régional paysan de Catalogne pour samedi prochain... Nous nous soumettrons à ses décisions.* »

Ce congrès a décidé que les terres déjà occupées seraient contrôlées et administrées par le syndicat local pour les cultiver sous la forme collective (c'est le syndicat qui rétribuera les travailleurs, comme cela se fait déjà provisoirement, dans la région de Lérida). C'est au syndicat de chaque village de décider s'il y a lieu ou non de collectiviser : collectivisation totale si les cultivateurs sont d'accord ou restreinte aux grandes propriétés dans le cas contraire (ne pas léser les intérêts des petits propriétaires, éviter qu'ils deviennent hostiles au mouvement).

En somme, il y a un courant vers la collectivisation dans une partie importante des masses paysannes, qu'elles soient de l'Union des Rabassaires ou de la C.N.T. Il ne faut pas oublier en effet qu'en Catalogne la petite propriété étant rare, l'esprit « propriétaire » est peu développé (on nous l'a affirmé, mais que c'est difficile à vérifier !), que la méfiance envers les puissants s'est exaspérée avec les lois agraires successives jamais appliquées. Il y a aussi, très vif, un souci de la production : ils savent bien, disent les paysans, qu'ils devront nourrir toute l'Espagne et qu'ils ne peuvent guère compter sur l'étranger. Ne pas permettre un rendement insuffisant, ne pas souffrir un domaine mal géré, c'est un souci qui revient constamment dans les conversations paysannes. Par conséquent ils réclament du matériel agricole moderne, eux qui en sont encore, bien souvent, à la charrue aux mancherons de bois, ce matériel qu'ils ne peuvent acquérir isolément. De toutes façons, ils ne paraissent pas disposés à attendre les directives gouvernementales. Le mouvement paysan est en pleine évolution. Il mérite d'être suivi de près.

Cécile PIERROT.

Premiers Pas...

Analyse de la presse espagnole

La prise de possession des industries s'étend en Catalogne. Les importantes centrales électriques sont, maintenant, gérées par le Syndicat de la Force et Lumière, les grands établissements de la Moncada pour le fer et le ciment, ceux de l'Espagne Industrielle pour le textile, sont aux mains des ouvriers. La décision vient d'être prise de collectiviser toutes les boulangeries ; nombre de petits patrons ont offert eux-mêmes leurs fours, alléguant qu'ils ne feraient plus que 2 centimes de bénéfice par sac de farine panifiée. Le problème se complique ici en raison de la nécessité de construire quelques grandes boulangeries modernes, permettant d'abandonner quantité de petites installations antihygiéniques. Les petits patrons seraient engagés comme ouvriers et inscrits sur les listes pour être embauchés à leur tour de rôle.

Les tramways, gérés depuis le début par les ouvriers, n'admettent plus aucun permis de circulation gratuite ; ni gardes civils, ni gardes d'assaut, ni miliciens, ni juges, ni fonctionnaires n'auront plus droit au libre parcours. Il paraît que 70.000 permis de ce genre avaient été distribués, et que l'exploitation ne pouvait supporter cette charge.

La même prudence se manifeste dans la fixation des salaires. Les tarifs des ouvriers du textile comprennent des paies hebdomadaires de 90 pesetas (spécialistes en filature), et d'autres de 50 pesetas pour des aides de la même catégorie ; les apprentis ont des tarifs spéciaux admettant 32 pesetas par semaine. Pour prendre un cas plus précis, signalons celui de la tisseuse desservant 6 métiers automatiques, touchant 70 pesetas et son aide n'en recevant que 33. Rappelons, à ce propos, que les traitements maxima, tolérés aux techniciens, s'élèvent à 1.500 pesetas mensuels, soit 375 pesetas hebdomadaires.

Il vient également d'être créé un service de taxis d'urgence, géré par la branche des taxis auprès du Syndicat des Transports. Il est réservé pour les médecins, les malades, les accidentés. Il est payant d'après le tarif suivant : 0,6 peseta par kilomètre ; 0,40 la prise en charge et 1 peseta pour l'appel téléphonique (environ un tiers d'heure de travail par kilomètre, si l'on prend comme salaire moyen celui de 15 pesetas par jour).

Les petits propriétaires de voitures montrent un certain mécontentement, mais le Syndicat développe une propagande tenace en faveur de la collectivisation.

◈◈◈

Quelques détails viennent d'être donnés sur les buts et l'activité du Comité d'Investigation, sorte de service de la Sûreté révolutionnaire. Cet organisme vient de publier un article faisant appel aux personnes des deux sexes pour travailler au service secret du contre-espionnage : télégraphistes, radio-écouteurs, spécialistes des codes chiffrés, « femmes nouant la conversation et obtenant des confidences ». Ce service devra être dirigé par des « personnes ayant une grande expérience et des dons d'organisation ». Il n'y a pas encore d'indication pour savoir comment seront dési-

gnés les dirigeants de ce pouvoir, quelles seront les limites de leurs fonctions et à quel contrôle ils seront soumis.

Par contre, la nécessité du contrôle sur la répression, sur les exécutions s'affirme dans un article important de Juan Peiro ; celui-ci refuse de charger la C.N.T. et la F.A.I. de la responsabilité des exécutions sans jugement. Il s'exprime en ces termes :

« En outre, il ne s'agit plus de savoir si ces crimes sont commis par des hommes de tel ou de tel autre secteur. Ce qui importe, c'est que nous nous décidions à en finir avec cette danse macabre de toutes les nuits, avec cette procession de morts qui, en nous signalant à l'attention du monde, nous accusent de la même ignominie que celle dont les gens honnêtes accusent les fascistes.

« Face à ceux qui tuent pour tuer, face à ceux qui tuent en se retranchant derrière le mouvement révolutionnaire, dressons une loi inexorable : la loi du talion. Mort à celui qui tue en s'abritant derrière l'impunité créée par l'ambiance.

« Et puisque cet affront tombe en plein sur la conscience innocente des Comités responsables, c'est à eux qu'il incombe de dicter la loi et de l'appliquer sans hésitation.

« Bien loin de moi l'idée de préserver les fascistes commettant les délits que la loi révolutionnaire doit punir avec une sévérité exemplaire. Rien de pareil. La révolution doit avoir une justice pour l'appliquer avec une rigueur inusitée, avec une accentuation systématique, s'il le faut, mais une justice régulièrement exercée. C'est cela que demandent les postulats de la révolution, et c'est cela que nous impose notre prestige révolutionnaire. »

Parfois, devant les divergences qui se manifestent dans le mouvement ouvrier français au sujet de la « neutralité » proposée par le gouvernement Blum, des militants demandent : « Que pensent de cette neutralité les syndicats espagnols ? »

Voici ce que dit, à ce sujet, *Solidaridad Obrera* du 15 septembre, dans un « placard » intitulé « Neutralité égale trahison » :

« Existe-t-il encore des apôtres de la « neutralité » dans le camp prolétaire à l'étranger ?

« Oui, malheureusement il en existe ; toutefois, soyez certains que cela ne se produit que quand l'apôtre n'est pas seulement prolétaire, mais aussi ce que l'on appelle gouvernant.

« Pour les travailleurs espagnols, la situation créera bientôt le nom qui remplacera le mot « neutralité ». Cette substitution ne peut plus se faire qu'au moyen de celui de « trahison ».

« Traître sera celui qui, en ces moments d'angoisse prolétarienne, continue à persister, du haut de son siège gouvernemental, à maintenir une neutralité qui signifie complicité dans le crime.

« Traîtres seront aussi les masses qui permettent que leurs leaders se retranchent dans cette neutralité.

« L'internationalisme des travailleurs n'est pas un mythe purement théorique, ou bien c'est maintenant qu'il faut en faire la preuve.

« Nous disons cela, nous des hommes, qui, devant des circonstances pareilles, se produisant dans d'autres pays, aurions déjà su répondre à une position neutre du gouvernement d'Espagne, par la grève ou la révolution. »

L. N.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

Le début de la réaction

Sous l'admirable poussée de juin, le patronat parisien avait plié. C'est somme toute sans grande résistance qu'il céda aux volontés de la classe ouvrière française. Soumission qui ne pouvait être que toute momentanée; à la première occasion favorable une contre-offensive devait se produire. Elle vient de se déclencher, la fraction la plus combative et la plus durement exploiteuse du capitalisme français, le patronat textile du Nord, en a donné le signal.

Il a engagé la bataille et il l'a gagnée : sur l'un des points, celui de l'élection des délégués, le patronat a entière satisfaction, — sur l'autre, celui des salaires, l'augmentation accordée est insignifiante, inférieure à l'augmentation du coût de la vie.

Le patronat a gagné la bataille et il l'a gagnée à peu près sans combat. Il l'a gagnée sans combat parce que la pression la plus formidable fut faite par le gouvernement pour que les travailleurs acceptent de capituler sans combattre.

Le gouvernement du « Front populaire » vient donc de s'engager sur la voie où l'ont précédé tous les gouvernements socialistes ou à participation socialiste des autres pays et qui leur a valu les félicitations des plus grands dirigeants du capitalisme de chez eux (voir *R. P.* du 10 juin, p. 10); celle qui conduit à utiliser le prestige et l'influence que le titre de « socialiste » donne auprès de la classe ouvrière pour amener celle-ci à subir sa servitude et sa misère sans se révolter. Aussi, en attendant que nos dirigeants du capitalisme chantent à leur tour expressément la gloire des gouvernants socialistes, comme leurs collègues étrangers, ils en expriment dès maintenant implicitement leur satisfaction : aussitôt connue la capitulation du textile lillois, la Bourse est partie en hausse verticale.

Que cela ne nous étonne pas; c'est la trahison habituelle de la social-démocratie; en l'accomplissant, le parti socialiste français ne fait que remplir sa fonction historique.

Mais, que dire du parti stalinien dont la fonction, aux yeux de certains, était de réparer cette trahison ! A côté des dimensions qu'atteint la trahison du stalinisme, celle de la social-démocratie semble péché d'enfant.

Voyez dans le cas particulier qui nous occupe.

Tout le monde sait depuis l'ultimatum de Bienvenu-Martin à Salengro au Sénat que c'est avant tout le parti radical qui exige du gouvernement la cessation de l'occupation des usines. De crainte qu'on ne l'oublie, tous les chefs radicaux, Daladier, Meyer, Campinchi, Rucart s'entendirent pour parler simultanément, le dimanche 20 septembre, afin de « condamner » l'occupation des usines : « *il est indispensable de mettre un terme à ces occupations d'usines* », a déclaré en propres termes

dans son discours Daladier, chef responsable des ministres radicaux.

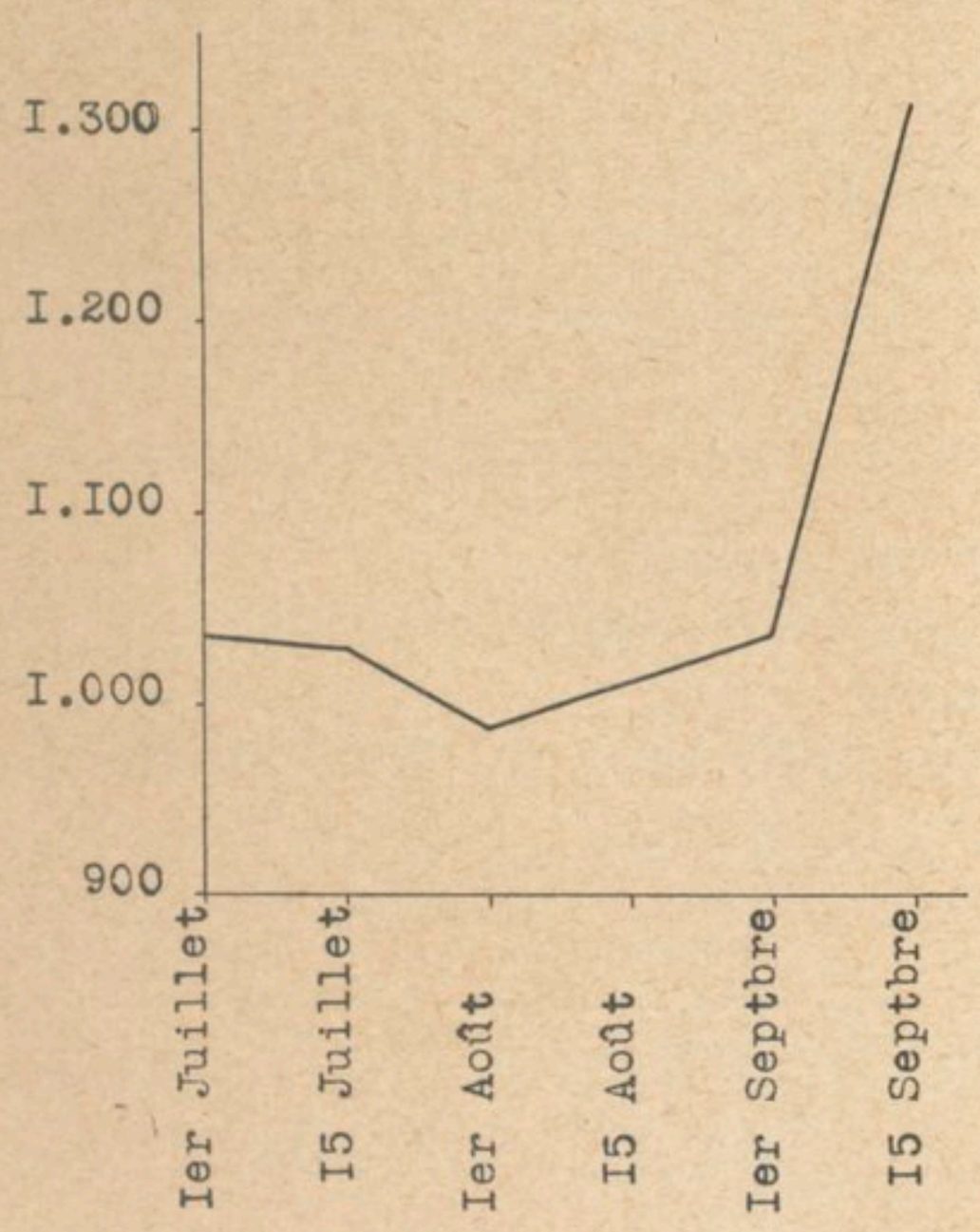
Que va faire l'*Humanité* ? Va-t-elle fulminer contre les radicaux, ou bien pudiquement taire leurs discours ? — Ni l'un, ni l'autre; elle met leurs discours à la place d'honneur et elle comble d'éloges les hommes qui les ont prononcés, en passant le plus rapidement possible sur les passages relatifs à l'occupation des usines.

Après cela, — qui vient après tant d'autres faits du même genre — les yeux finiront-ils par s'ouvrir ? S'apercevra-t-on enfin de cette duplicité insensée qui consiste à attaquer un gouvernement au nom de principes ouvriers excellents, mais afin de le remplacer par un gouvernement plus complètement ennemi de ces principes ?

Staline veut renverser le ministère Blum pour le faire remplacer par un ministère radical qu'il estime devoir être plus docile à l'égard de sa politique de mangeur de « boches » et plus susceptible de réaliser l' « Union sacrée des Français » pour la guerre contre l'Allemagne. Alors pour renverser le socialiste Blum les valets de Staline déclenchent une grève pour la livraison d'armes à l'Espagne, et protestent en faveur du droit à l'occupation des usines, afin... non de remplacer Blum par un ministre décidé à livrer des armes et à reconnaître le droit à l'occupation, mais par les ennemis les plus résolus, au sein du gouvernement actuel, de la livraison des armes et de l'occupation des usines !

Machiavel n'avait pas trouvé celle-là !

La finance britannique et les rebelles



Le diagramme ci-dessus indique la variation des cours du Rio-Tinto — la plus importante société minière anglaise d'Espagne — depuis le début des hostilités. Alors que le pays dans lequel le Rio-Tinto a son exploitation est en pleine guerre civile, ses actions, non seulement ne baissent pas, mais montent... Après une baisse minime et passagère, au lendemain du 19 juillet, alors qu'on pouvait croire que le coup des rebelles était définitivement manqué, les cours ont progressivement remonté au fur et à mesure que la rébellion s'ancrait, pour finalement s'emballer durant cette première quinzaine de septembre, de laquelle datent les succès insurgés d'Estramadure et du Guipuzcoa; finalement les actions atteignent 1.312 francs le 15 septembre au lieu de 1.037 le 1er juillet, soit une hausse, après deux mois de guerre civile, de plus de 25 %.

Ces chiffrent mesurent assez bien l'importance des avantages que les sociétés minières anglaises d'Espagne comptent tirer d'un succès des rebelles.

Signalons qu'aux intérêts permanents de l'industrie minère anglaise d'Espagne s'ajoute l'intérêt passager, mais non moins important, d'une des plus vastes concentrations financières britanniques, sinon la plus vaste : la *Goldfields*. Par l'intermédiaire d'une filiale, ce puissant trust avait construit pour l'ancien régime, une ligne de chemin de fer; sur le coût de cette ligne, elle n'a pu encore toucher un sou. Il s'agit d'une créance de l'ordre de centaines de millions. L'appui de la Goldfields auprès du gouvernement britannique n'a donc sans doute pas plus manqué aux insurgés espagnols que celui des propriétaires de mines.

Un blocus du Portugal !!

Nous avons reçu du camarade Emery la lettre suivante :

Deux mots sur la question d'Espagne.

J'avoue avoir partagé la stupeur de Martinet devant le premier numéro où vous en parliez et avoir fort goûté son vigoureux rappel à la vérité pacifiste.

Le numéro qui vient de paraître est plus mesuré. Ce qu'y écrit Louzon appelle cependant, à mon sens, les remarques suivantes :

Sur un point, j'estime qu'il dit une chose très importante et très exacte en mettant en relief les responsabilités de la Cité. Je crois comme lui que les complaisances, pour ne pas dire plus, trouvées par les rebelles du côté de la finance britannique, sont un élément essentiel du problème, l'attitude officielle de l'Angleterre étant de toute façon décisive sur le plan international.

Mais je crois que Louzon se trompe en imputant à Blum une « monstrueuse erreur ». C'est donner dans un optimisme tout conventionnel que d'opposer les masses dont disposerait la République et les quelques milliers de mercenaires à quoi se réduirait l'armée fasciste. Je ne sais si les milices populaires sont tellement pléthoriques. Ce qui est sûr en tous cas, c'est que la quasi-totalité de l'armée régulière, des gardes civils et des gardes d'assaut a suivi les généraux factieux. Or, on évaluait leurs effectifs à 120 ou 130.000 hommes. On peut donc admettre que 100.000 hommes avec presque tout le matériel de guerre existant sont dans le camp des blancs. Ajoutez les Marocains et les volontaires carlistes ou phalangistes...

Est-il possible, en ravitaillant Madrid de rétablir l'égalité matérielle et technique entre les combattants ? Cela me paraît complètement chimérique. L'unique moyen d'établir cette égalité de moyens, c'est d'empêcher le ravitaillement en munitions des rebelles, c'est de faire qu'ils n'aient plus d'obus, de bombes, et c'est seulement par un blocus général et contrôlé qu'on a chance d'aider nos camarades. Le mot d'ordre : « Des avions pour l'Espagne ! » est pour moi le modèle du mot d'ordre

théâtral, faux, inutile et dangereux, une comédie qu'on se joue à soi-même. Ce que les masses devraient réclamer c'est : « Le blocus du Portugal! »

Un mot sur la question effectifs. Il est exact que la quasi-totalité de l'armée est du côté des rebelles, mais les *soldats* qui constituent cette armée ne peuvent être considérés comme des combattants pour la bonne raison que l'immense majorité d'entre eux n'attend que l'occasion de passer de l'autre côté. Ces soldats ne sont du côté des rebelles que tant qu'ils sont *maintenus dans les casernes*. On l'a bien vu à Saragosse où, dès le premier jour, Cabanellas disposait des 7 ou 8 régiments qui composaient la garnison de la ville, c'est-à-dire d'un effectif infiniment supérieur à la colonne Durruti, et incomparablement mieux armé: il ne fit cependant aucune tentative pour écraser celle-ci. Dans les quelques contre-attaques qu'il déclencha au début d'août, avec des troupes régulières, celles-ci passèrent régulièrement et instantanément aux milices.

Voyez également dans les récits de combats, aussi bien ceux d'Irun que ceux de Talavera : on parle des « raquetes » ou de la Légion, on n'y parle jamais de l'armée régulière.

Il ne faut donc compter comme effectifs insurgés réels que les carlistes navarrais, les phalangistes aristocrates et bourgeois, une partie assez importante de la garde civile, une faible partie des gardes d'assaut (ceux de Madrid et de Barcelone sont loyalistes à 100 %), la Légion et les Marocains. Si nombreux que puissent être ces derniers, le total doit rester sensiblement au-dessous de 100.000 hommes.

D'autre part, à ce chiffre il ne faut pas opposer le chiffre *actuel* des milices qui est lui aussi relativement faible *à cause de la pénurie d'armements*, mais, comme je l'ai fait, le chiffre des miliciens possibles, c'est-à-dire de tous ceux qui sont prêts à s'enrôler dans les milices, et deviendront des combattants *dès qu'on leur aura fourni des armes*. Or, ce chiffre, lui, est de l'ordre de plusieurs centaines de mille hommes, sinon de millions. N'oublions pas que les trois villes de Barcelone, de Madrid et de Valence ont, à elles seules, quelque 3 millions d'habitants, dont la grande majorité sont des ouvriers.

Mais ceci n'est rien.

Admettons que la solution proposée par Emery, le blocus du Portugal, soit infiniment plus avantageuse que l'armement des milices espagnoles, elle ne saurait être retenue une seconde, parce que, ait-elle toutes les qualités, il lui manque l'essentiel : elle est irréalisable.

Comment peut-on, dans les circonstances actuelles, proposer sérieusement le blocus du Portugal ?

Alors que le gouvernement espagnol ayant proclamé le blocus d'une partie de ses propres ports, Allemagne, Italie, Angleterre ont jeté feu et flamme dès que la flotte espagnole a voulu faire respecter ce blocus, on a la prétention d'amener ces puissances à respecter, non seulement le blocus desdits ports espagnols, mais aussi celui des ports du Portugal, leur ami et leur allié !

Alors que dans des circonstances infiniment plus favorables, on n'a pas pu interdire le canal de Suez à un agresseur, on prétend pouvoir bloquer tout le pays d'un simple contrebandier !

C'est une plaisanterie.

Réclamer le blocus du Portugal a très exactement la même valeur que le vote d'un ordre du jour de solidarité : c'est tout juste un moyen de soulager sa conscience.

Bravo pour la Syrie !

Nous ne connaissons pas encore le texte du traité franco-syrien qui vient d'être signé puisqu'il n'a pas été publié. Nous savons seulement qu'il s'inspire du traité anglo-irakien et qu'il donne toute satisfaction aux populations syriennes. Cela nous suffit pour crier : bravo !

Avec ce traité, c'est la fin des dix-sept années d'oppression et d'esclavage qu'a subies le peuple syrien de la part de l'impérialisme français.

Dix-sept années d'esclavage, mais aussi dix-sept années de lutte ininterrompue contre l'esclavage. La Syrie n'a pas cessé un instant, en effet, durant ces dix-sept ans de mener une lutte héroïque contre ses oppresseurs. Depuis le bombardement de Damas par le général « républicain » Sarrail, et la guerre du Djebel-Druze, jusqu'aux émeutes et aux grèves de ces derniers mois, la lutte a été ininterrompue. Les derniers événements de Damas, d'Alep, d'Homs, sur lesquels la presse française fit tout le silence qu'elle put, avaient montré définitivement au gouvernement français d'alors qu'il était impossible de soumettre de bon gré le peuple syrien; d'autre part, le réarmement allemand rendait impossible à la France toute nouvelle opération coloniale d'envergure. Il n'y avait donc qu'à battre en retraite et rapidement : c'est ce que l'on fit.

L'acte décisif de la retraite fut l'engagement solennel pris sur place par le représentant de la France — pour mettre fin aux grèves et à l'émeute — de donner à la Syrie son indépendance. Le traité qui vient d'être signé par l'actuel gouvernement n'est que l'exécution de l'engagement pris par son prédécesseur.

Félicitons néanmoins le ministère Blum de s'être soumis, sans trop tarder, à l'inévitable. Mais félicitons encore plus les Syriens de l'indomptable courage qui leur a valu finalement la victoire, et aussi de la clairvoyance politique avec laquelle ils ont utilisé l'opportunité que leur offraient les difficultés internationales de leur oppresseur, l'impérialisme français, pour lui porter le coup décisif.

R. Louzon.

Des lainages, des vêtements chauds, pour les miliciens du Guadaramma

Adrienne Montégudet nous écrit :

L'hiver vient et ceux des fronts des Sierras sont à moitié nus. Comment les obliger à tenir si on ne peut les vêtir? Déjà, lorsque j'étais à Bintrago, en Sommosierra (fin août), les nuits étaient si froides que les soldats devaient chercher des abris dans les étables, dans le foin. Ces gîtes précaires seront insuffisants dès octobre.

Envoyez donc aux Comités ou à la *R. P.*, qui fera parvenir, tout ce dont vous pouvez disposer comme lainages et vêtements chauds.

Femmes syndiquées, compagnes de révolutionnaires, faites des tricots, des gilets de laine, des chandails, pour les miliciens espagnols !

Beaucoup, et vite !

QUATRE BROCHURES DE LA C.G.T.

Daniel Guérin a indiqué, l'autre mois, l'importance du travail d'éducation syndicale nécessité par l'afflux des masses ouvrières dans nos organisations. Ces milliers, ces millions de nouveaux syndiqués doivent trouver en eux-mêmes les hommes capables d'encadrer leur armée désormais formidable. La C.G.T. vient d'éditer, par les soins du Centre confédéral d'éducation ouvrière, quatre brochures qui, malgré des imperfections de détail, permettront de former les nouveaux militants dont nous avons le plus grand besoin.

Guide du délégué d'atelier

Bien qu'un peu sommaire, le Guide du délégué d'atelier, *accompagné des textes de lois sur les congés payés et sur les quarante heures, donne aux animateurs révélés par les Journées de Juin le moyen de bien remplir des fonctions nouvelles et délicates.*

Les conventions collectives

Un peu trop juridique, pas assez « pratique », cette brochure renferme cependant la plupart des renseignements nécessaires aux camarades pour l'ébauche de leurs textes corporatifs ; elle est complétée par trois documents qu'on sera heureux d'avoir sous la main : l'accord Matignon, la loi sur les conventions collectives, et, à titre d'exemple, la convention collective intervenue à Paris dans la confection pour dames, fillettes et enfants et la couture en gros.

Guide de l'administrateur de syndicat

Le Guide de l'administrateur de syndicat, *suivi d'un modèle de statuts syndicaux et du texte modifié de la loi sur les syndicats professionnels, constitue un ensemble clair des indications indispensables quand on aborde pour la première fois le fonctionnement de nos organisations. Des conseils d'ordre et de régularité sont donnés aux nouveaux trésoriers. On goûtera particulièrement deux recommandations aux nouveaux secrétaires :* « Ne pas faire preuve de nonchalance, ni de désordre. Ne pas faire preuve d'autoritarisme. » *Nombreux sont les secrétaires de syndicat en fonctions à qui de tels conseils pourraient utilement s'adresser.*

Syndiqué, sois un syndicaliste !

C'est la première des quatre brochures confédérales. Son titre ne pouvait que nous plaire. Le contenu ne dément pas le titre.

Il n'est pas, c'est certain, ultra-révolutionnaire. Mais il est très nettement syndicaliste. Il dit l'essentiel de ce que nous aurions nous-mêmes dit.

Aux nouveaux venus dans nos syndicats, il montre que la C.G.T. est une démocratie, « la plus complète qui existe ». *L'effort syndical dans la discipline et dans la clarté, doit s'accomplir sur le lieu du travail :* « C'est à la source même qu'il faut tarir tant de profits monstrueux, c'est dans son principe même qu'il faut briser un despotisme aussi inhumain. » *Et, là,* « il ne suffit plus de prononcer de beaux discours ».

Avec son mot d'ordre : « le Pain, la Paix, la Liberté», le Front populaire — qui est surtout un front électoral — n'a rien inventé. « Voici près de cinquante ans, *lit-on page 5,* que le mouvement syndical français a fait sien le mot d'ordre « Bien-être et Liberté ».

Le rôle et le fonctionnement des Unions, des Fédérations et de la C.G.T. sont clairement résumés. Une lacune : la brochure est muette sur les Bourses du travail.

Viennent ensuite les pages sur « l'Idéal syndicaliste » et « les buts et les moyens de la lutte syndicale ». On y trouve, entre autres, ces passages :

« Le syndicalisme ouvrier français a sa physionomie propre et se situe sur un tout autre plan que les partis politiques quels qu'ils soient. »

« Pas de mot d'ordre venu de partis politiques, d'aucun parti, si sympathique soit-il à l'action ouvrière. Pas de confiance passive dans les gouvernements, si dévoués soient-ils à la cause ouvrière. Pas d'intégration des organismes syndicaux dans les rouages gouvernementaux. »

Ces formules sont nôtres.

Pour l'avenir, instruits par l'expérience russe, nous ne pouvons que féliciter la C.G.T. lorsqu'elle écrit :

« Si demain, la classe ouvrière n'est pas suffisamment formée pour assurer la direction économique, le règne d'une technocratie autoritaire nous guette ; et nous allons vers l'Etatisme totalitaire, contraire aux aspirations mêmes de la démocratie. »

Les militants de la R. P. *feront œuvre syndicaliste en diffusant largement, grâce à leur prix modique, ces quatre brochures de la C.G.T.*

Maurice CHAMBELLAND.

◇◆◇

LA GRÈVE D'UNE HEURE CHEZ LES MÉTALLOS PARISIENS

On a dit du Syndicat des Métaux que dans le passé il avait été le « syndicat cobaye », le syndicat aux expériences. On aurait pu penser qu'avec l'unité syndicale, et l'afflux de nouveaux syndiqués, sans tradition syndicale, donc difficiles à manœuvrer, les choses changeraient, mais pas du tout : la récente grève d'une heure des métallos parisiens en est la preuve. C'est un chef-d'œuvre en fait d'inorganisation; encore deux ou trois expériences comme celle-là et c'est la disparition de nos 200.000 adhérents.

Sans doute veut-on revenir aux 10.000 syndiqués d'avant les grèves de juin. On a tout lieu de le penser. Quand on voit une direction syndicale faire voter par 2.300 délégués, non-mandatés, un ordre du jour de grève pour 300.000 métallos, c'est ce qu'on appelle une décision prise démocratiquement à la majorité.

Les motifs de la grève

On a primitivement dit que c'était pour forcer le gouvernement à envoyer des canons et des munitions aux Espagnols antifascistes, puis on a adroitement ajouté : pour le respect du contrat collectif et l'application des 40 heures — car pour beaucoup d'usines les patrons résistent à l'application intégrale du contrat collectif (quant aux 40 heures on finit par prendre cela à la rigolade; les ouvriers y pensent sans trop y croire).

Le mécontentement dans les usines

Et puis on a été surpris par cette grève déclenchée soudainement; on attendait beaucoup du syndicat, mais pas ça.

D'aucuns ont dit : « Pourquoi les métallos et pas les autres corporations ? » D'autres disent : « Vous rompez le contrat, vous n'avez pas épuisé tous les moyens légaux que contient le contrat; c'est une grève politique et on voudrait renverser le gouvernement de Front populaire que l'on ne s'y prendrait pas autrement. Qu'attend-on pour envoyer une délégation à l'ambassade soviétique pour demander que le gouvernement russe envoie des armes aux antifascistes ? Lui seul peut le faire avec le minimum de dangers, parce que ce n'est pas un gouvernement démocratique. » Le camarade de chez Latil, qui a proposé cela, à l'assemblée des délégués, qui ne représentaient qu'eux-mêmes, s'est fait tout simplement traiter de provocateur et sa proposition a été éliminée. D'ailleurs chez Latil la moitié des ouvriers ont fait grève sur le tas dans la cour de l'usine, et l'autre moitié au pied des étaux et des machines. Résultat : les ouvriers s'engueulent et c'est la bagarre entre eux. Chez Solex, personne n'a bougé, mais là aussi division chez les ouvriers. On n'a pas fait grève pour démontrer à la direction des métaux qu'on ne la suivrait pas dans n'importe quelle aventure. Chez Seignol, des délégués et des ouvriers protestent. Ils protestent également chez Hispano-Suiza. Dans cette boîte c'est aussi la bagarre entre ouvriers. De même dans une boîte de Livry-Gargan, qui a par ailleurs envoyé une protestation au dernier Comité général de l'Union des Syndicats. Et je suis perduadé que dans d'autres boîtes, que nous ne connaissons pas, c'est la même chose.

En résumé, cette grève a commencé à briser l'unité des syndiqués des métaux, unité qui venait de s'affirmer il n'y a pas bien longtemps et qui se cimentait petit à petit.

Assez d'aventures

Espérons que les aventures n'iront pas plus loin, que dorénavant l'on consultera tous les gars de la base avant de déclencher quelque chose d'aussi grave qu'une grève de 300.000 métallurgistes, d'autant plus qu'avec l'organisation actuelle de notre syndicat cela peut être fait en 48 heures au maximum.

Jean DOMINGET.

◇◆◇

ATTENTION, CASSE-COU !!!

Les derniers événements syndicaux — je veux parler de ceux ayant trait à l'attitude de la Fédération des Métaux — m'obligent, militant de la base que je suis, à crier gare à mes camarades syndiqués.

Au lendemain de la réalisation de l'unité syndicale et du magnifique mouvement de mai-juin, devons-nous aiguiller nos nouveaux adhérents dans les luttes politiques, qui ont porté un coup mortel, et ont liquidé ou presque le mouvement syndical d'hier ?

Que signifie cette grève politique des métallos et ces ordres du jour approuvant le gouvernement de l'U.R.S.S. (*sic*) d'avoir procédé à l'exécution de 16 ex-camarades, devenus indésirables et coupables pour la plupart d'avoir participé d'une façon effective à la Révolution d'Octobre ?

Je pense au contraire que, si les syndiqués avaient à se prononcer, en vertu de l'indépendance même du syndicalisme, ce devrait être en sens contraire. En tout cas, pour éviter de froisser les susceptibilités de nos camarades, et ceci en fonction même des engagements pris à la fusion, il faut laisser le syndicalisme conduire ses affaires comme il l'entend.

E. PLONCARD,
Cheminots P.-L.-M.

◇◆◇

PENSONS AUX VIEUX

Avec quelque véhémence un de nos camarades de province — petit retraité — nous rappelle notre devoir de solidarité envers les anciens ! Il nous communique en même temps la lettre ci-après au « camarade ministre des Finances » où avec énergie il dit leur fait aux responsables de la détresse des vieux travailleurs : retraités à la pension diminuée par les décrets-lois, vieux ouvriers exclus des assurances sociales !

Cet appel doit être entendu. Les syndicats de fonctionnaires n'ont pas profité du mouvement revendicatif de juin pour imposer l'abrogation immédiate des décrets-lois. On a donc humanisé, en attendant le budget de 1937 qui doit rétablir la situation antérieure aux décrets-lois. Ne discutons pas cette modération, ce fut sans doute sagesse que d'éviter d'apparaître comme les profiteurs d'élections de gauche, mais les vieux ne peuvent attendre, eux dont la petite pension est diminuée à la fois par les prélèvements et la hausse du coût de la vie.

Fonctionnaires vous avez un devoir de solidarité à remplir : pensez aux vieux, pensez aux faibles ! Votre modération dans vos propres revendications vous donne le droit et l'autorité pour défendre efficacement la cause des retraités. Il ne faut pas attendre le vote du budget de 1937, ni la longue, très longue révision des pensions. Tout de suite, la solidarité commande de faire aboutir d'urgence la suppression des prélèvements Doumergue et Laval sur les pensions.

Voici la lettre de notre camarade :

Monsieur le Ministre des Finances, à Paris,

Ouvriers, cheminots, auxiliaires, fonctionnaires, soldats, petits commerçants, moyens et petits industriels, paysans, chômeurs, pères de famille nombreuse, « camarades »... ont déjà bénéficié des importants relèvements, des facilités, des nouveaux emplois ou autres avantages qui leur ont été rapidement concédés par le gouvernement dit « du Front populaire ». Et la Radio nous apprend aujourd'hui que toutes les soldes, ou indemnités militaires vont être copieusement majorées. Mais pour les vieux travailleurs exclus des assurances sociales, il n'y a plus d'argent !

Les retraités ayant été les premières victimes des décrets-loi, vous avez préféré commencer par avantager ceux qui, précisément, avaient le moins souffert : les fonctionnaires, que les décrets-lois n'avaient frappés que bien longtemps après.

Il est vrai que vieux retraités et vieux travailleurs ne sauraient faire grève; qu'ils sont bien incapables d'occuper des usines ou des trésoreries; ou de lever de menaçantes fourches.

On ne prélève rien sur un traitement d'activité de 12.000 francs. Mais votre gouvernement s'acharne à prélever 15 %, soit 750 francs, sur les 5.000 francs dus à la pauvre veuve qui n'a que cette demi-pension pour vivre. C'est d'ailleurs le même gouvernement qui, après avoir tant promis de faire payer les riches, s'applique en réalité — l'emprunt en cours le montre assez — à « taper » les pauvres...

Ce que M. Laval, ce que M. Régnier plus ou moins repentants, nous avaient redonné : 66 % du traitement final (loi du 29 mars 1936), au lieu de 60 % auparavant, vous l'avez retenu jusqu'ici. Plus de 5 mois après le vote de la loi, aucun livret de pension n'a encore été révisé. Contre les retraités, vous allez donc jusqu'à violer la loi !

Un de ceux qui savent voir

On s'étonnerait de constater que, parmi les centaines de délégations et les milliers de touristes ayant « visité » l'U.R.S.S., il y en ait si peu qui aient vu la réalité si l'on ne voyait chaque jour, autour de soi, des quantités de Français qui ne comprennent guère ce qui se passe dans le pays qu'ils n'ont pourtant jamais quitté.

Il est plus facile de croire et d'imaginer que de voir; faisons donc profiter nos lecteurs des impressions d'un des rares voyageurs qui aient su voir.

Il s'agit d'un socialiste américain, originaire de Russie, qui a quitté la Russie en 1908 *et qui a fait, tout récemment, un voyage de cinq semaines en U.R.S.S.*

Nous avons traduit les passages essentiels de ses impressions, qu'a publiées la revue des socialistes russes émigrés, le Courrier Socialiste *du* 27 *septembre dernier :*

Mon impression générale sur le niveau de vie de la population est la suivante : Les paysans vivent mieux qu'en 1908, les ouvriers plus mal... Le salaire mensuel moyen d'un ouvrier est aujourd'hui de 200-250 roubles. Si l'on en retire les 10-12 % de retenue (quasi-impôts obligatoires) et 10 % pour le loyer il ne reste, environ, que 150 roubles. Cet argent permet d'acheter du pain, des pommes de terre, des choux et, l'été, des concombres; mais c'est tout (1). Un tel salaire ne permet pas à l'ouvrier de s'habiller. Une famille de quatre personnes, dont deux travaillent, touche un salaire nominal global de 400-500 roubles par mois. Avec cette somme elle peut s'approvisionner de pain et de légumes, acheter quelques fruits l'été, un kilogramme de viande (à pot-au-feu) par semaine et deux bouteilles de lait. Mais une telle famille ne peut pas s'habiller puisqu'une paire de chaussures coûte, à Moscou, 200 roubles et à Kiev, 250; une chemise d'homme, coûtant un dollar 55 cents en Amérique, se paie ici 90-100 roubles. On proposa d'acheter un costume de voyage ordinaire, que portait un camarade américain, sept cents roubles.

A Moscou, le salaire moyen nominal atteint 300 roubles par mois. Certains ouvriers gagnent beaucoup plus, mais ils sont rares. Par exemple, dans une fabrique occupant 700 ouvriers, les renseignements reçus du bureau de comptabilité montrent qu'il y a 11 stakhanovtsy touchant 700 roubles par mois, 25 touchant 600 roubles et 50 gagnant de 300 à 400 roubles; le reste, plus de 600 ouvriers, ne touchent que 270 roubles en moyenne. Dans une autre fabrique cette moyenne n'atteignait que 165 roubles. Le salaire des petits employés est à peu près le même que celui des ouvriers....

A la grosse masse d'ouvriers et employés, dont le salaire moyen est de 300 roubles, s'oppose le petit contingent des privilégiés gagnant 1.500, 2.000 et même 3.000 roubles par mois. Ce sont les chefs, les directeurs, etc... En réalité, leur salaire réel est plus élevé, car ils jouissent gratuitement d'automobile, de maison de campagne et autres privilèges. Actuellement, dans l'industrie, il existe une forme de sursalaire assez curieuse : chaque industrie dispose de 4 % de son fonds de roulement, dont une moitié va aux agrandissements des usines et l'autre (2 %) est à la disposition du directeur d'usine qui distribue des primes au personnel. En tenant compte de ces différentes sortes de sursalaire, le gain mensuel réel d'un ingénieur, dont le salaire nominal est par exemple de 1.000 roubles, atteint environ 2.500 roubles.

En Russie Blanche le paysan kolkhozien reçoit de 1 à 2 kilogrammes de grain par jour-travail (2); en Ukraine, de 5 à 12 kilogrammes. Ceci veut dire que le kolkhozien possède un excédent de grain qu'il peut vendre sur le marché... Il est vrai que l'inégalité règne à la campagne, inégalité qui se mesure à la quantité annuelle de jours-travail qui revient à chaque famille. Cette quantité est en moyenne de 200; mais il est des familles pour qui elle atteint 600 et même 750 jours-travail. Celles-ci ont une vie aisée tandis, qu'à côté, d'autres sont pauvres. Il est difficile de dire jusqu'à quel point on peut parler d'une nouvelle différenciation sociale des campagnes; mais la différence de niveau de vie des paysans d'un même village saute aux yeux...

La *différenciation sociale* est une des questions les plus brûlantes de l'U.R.S.S... Il ne fait pas de doute qu'il existe une forte *différenciation dans la consommation*. Lorsque dans un restaurant, où un personnel en habit vous sert un caviar pressé, vous vous souvenez qu'une famille, avec ses 250 roubles mensuels, ne peut s'acheter que du pain et des pommes de terre, involontairement, un sentiment de grande gêne vous étreint. La différence de niveau de vie entre la *couche privilégié* et le reste de la population de l'Union est à peu près la même que, dans la *vieille Russie, entre la vie des nobles et celle du simple peuple.*

Cette différenciation ne ressort pas seulement de ce que d'aucuns possèdent tout et les autres rien ou bien peu; mais encore de l'organisation de la vie elle-même. Vous prenez le métro de Moscou et vous êtes véritablement frappé par sa magnificence, il est supérieur à ceux d'Europe. Mais dans le wagon, des ouvriers sont assis, leurs doigts de pied se voient dans des chaussures en piteux état, parfois ils sont nu-pieds. C'est peut-être un préjugé bourgeois, mais, en voyant les murs de métro couverts de marbre, la pensée qu'il aurait mieux valu ne pas étaler ce luxe et donner aux ouvriers la possibilité de s'habiller vous vient à l'esprit.

Une remarque très intéressante : c'est que plus le poste qu'on occupe est élevé, moins on aime parler « politique ». Le mot d'ordre le plus en vogue chez les responsables (hauts fonctionnaires) est : « Moins de politique, plus de travail. » Ils pensent que Staline comprend mieux et plus que tous en politique et qu'il n'est pas besoin de s'en mêler, *pour le pays il vaut mieux penser moins et travailler plus.* Dans le peuple on n'est pas de cet avis. On se plaint de la vie chère, des mauvais logements. Mais malgré cette misère et ces plaintes, l'optimisme règne : s'il n'y a pas de guerre, le niveau de vie s'améliorera !

La *jeunesse* surtout est optimiste. La jeunesse de l'U.R.S.S. ne ressemble plus à celle d'autrefois qui aimait s'entretenir des éternels sujets : de justice, de liberté, etc... Ses pensées sont maintenant concentrées sur les études et la carrière. Ceci rappelle assez la jeunesse américaine d'avant-guerre : elle aussi croyait que son pays était le meilleur du monde puisque tout homme doué d'énergie et d'intelligence y pouvait faire sa carrière rapidement. Les idées abstraites ne la touchaient pas, comme elles ne touchent pas aujourd'hui la jeunesse de l'U.R.S.S... Le thème, dont s'occupent les milieux les plus divers, et qui supplante même la question de la misère, est celui de la *défense nationale.* L'*armée* est l'orgueil des citoyens de l'U. R.S.S. et personne ne proteste, contre le fait que son entretien coûte excessivement cher au pays. Tous craignent la guerre... Et si la guerre, cependant éclatait, la jeunesse, surtout, serait disposée

(1) Voir les prix des denrées dans la *R. P.* du 10-11-1935.

(1) Voir ce qu'est le jour-travail dans la *R. P.* du 25-11-1935.

à défendre son pays jusqu'à la dernière goutte de son sang...

En Amérique et en Europe, lorsque les gens sont mécontents, ils critiquent leur gouvernement. En U.R.S.S. si le prix de la vie augmente ou si l'on manque de produits, les citoyens ont l'air de se contenter de l'explication que tous ces malheurs viennent des besoins de la défense nationale : nulle part au monde la *loyauté envers sa patrie* ne paraît autant développée...

Sur ce fonds d'optimisme et de loyauté envers sa patrie, le procès de Moscou avec 16 fusillés faisait l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel clair. Quand les premiers symptômes de la nouvelle vague de terreur apparurent — à la suite des informations de presse relatant la découverte de « nids trotskistes » — beaucoup de citoyens n'en furent aucunement émotionnés : c'est très bien, pensaient-ils, peut-être aurons-nous la guerre et la défense nationale exige qu'on détruise, en premier lieu, tous les ennemis intérieurs...

Les gens, en U.R.S.S., sont habitués à considérer les « plans » comme quelque chose de déjà réalisé. A Minsk, comme dans la plupart des grandes cités, il existe un « plan décennal » des agrandissements et transformations de la ville. Les constructions privées doivent rendre la ville méconnaissable; mais jusqu'ici le plan n'est toujours... qu'un plan.

La population vit au jour le jour, c'est pourquoi elle ne s'est pas encore occupée de sa *nouvelle Constitution*. Seuls les privés de droits, qu'elle réhabilite, en sont contents. Les intellectuels, les milieux du Parti s'intéressent surtout à l'effet qu'elle a produit à l'étranger. Quand vous leur dites qu'elle renferme beaucoup de mots que contient déjà la Constitution américaine et qu'il est d'autant plus étonnant qu'elle fasse silence sur la liberté pour les partis politiques, ils répondent que les mêmes mots peuvent exprimer des choses différentes ! Dans le train, un jeune militaire n'arrivait pas à comprendre comment il pouvait exister en Amérique la liberté pour les partis politiques et comment le gouvernement n'avait pas peur que l'un d'entre eux ne le chasse...

⁂

En conclusion le socialiste américain dit : « Je suis revenu très désenchanté. En partant là-bas, je pensais trouver beaucoup de choses à critiquer, mais je ne m'attendais pas à rencontrer un tel contraste avec tout ce que j'avais pu imaginer du socialisme... ».

YVON.

LIVRES, REVUES, JOURNAUX

Fascisme et grand capital

par Daniel Guérin *(Galimard)*

Le récent livre de Daniel Guérin, *Fascisme et Grand Capital*, est pour tous nos camarades d'un intérêt exceptionnel.

Il importe en effet d'opposer au fascisme autre chose qu'une haine instinctive, qu'un refus sentimental. Il ne suffit pas de s'en rapporter à une idéologie démocratique d'où l'esprit de classe serait absent. Si le fascisme se propose d'abattre nos institutions libérales, n'oublions pas qu'il menace avant tout le prolétariat. Cela est bien naturel, car cette gigantesque et sanglante supercherie laisse apparaître le vieil ennemi de la classe ouvrière, le grand capital qui inspire, qui paie et qui opère.

Notre camarade Guérin se propose essentiellement d'établir cette vérité. Son titre est choisi à propos. Ses raisonnements procèdent d'une rigoureuse logique prolétarienne. L'on ne saurait trop souligner les qualités de son œuvre par lesquelles il s'est haussé à la hauteur de son sujet. Il aura des lecteurs dans nos rangs, il faut qu'il en ait beaucoup. Il n'est que temps en effet d'établir le bilan du fascisme et d'en tirer des leçons bien arrêtées. Disons tout de suite que *Fascisme et Grand Capital* est d'une lecture facile. Il est clair, il inspire confiance par son information étendue, il sait convaincre. L'auteur de la *Peste Brune*, que nous lûmes à l'avènement d'Hitler, connaît ce dont il parle, à la fois comme témoin direct et comme lecteur diligent. Sa documentation est considérable. Il a puisé à toutes les sources et les utilise à bon escient pour éclairer une pensée persuasive, exercée à l'analyse et aux comparaisons.

L'un des mérites du livre est de faire la synthèse du fascisme italien et de l'hitlérisme. Sans se perdre dans la recherche des nuances par où se distinguent les deux phénomènes, Guérin est allé droit à l'essentiel : l'identité profonde des aspects nationaux divers. Les événements et les textes font voir la sûreté de cette méthode comparative et sa force de persuasion. En bref, sous des apparences diverses, le fascisme est bien au fond le même partout, le moyen suprême de défense du grand capital camouflé.

⁂

Appuyé sur ce double exemple, Guérin construit solidement son œuvre. Il analyse et explique plus qu'il ne raconte. Suivre son livre chapitre par chapitre est impossible. Lisez-le. Et qu'il en tire lui-même une brochure populaire qui est d'une nécessité pressante.

Signalons seulement ces deux points : la nature et l'évolution du fascisme.

Il est visible que le fascisme est une création du grand capital aidé par les gros agrariens. Les magnats de l'industrie lourde, réduits aux abois par la crise, ne peuvent réduire leurs énormes frais fixes (outillage, matière première) et visent surtout à diminuer les salaires, à détruire les lois sociales, à asservir le prolétariat. L'industrie légère pour laquelle le capital fixe compte moins, et qui subit de son côté le joug de l'industrie lourde, est moins pressée d'écraser la main-d'œuvre. Elle use plus volontiers des méthodes conciliantes de la collaboration des classes et s'attache à maintenir un certain équilibre social. Mais pour les magnats, il faut d'abord briser impitoyablement l'activité ouvrière indépendante en lançant les bandes fascistes contre les syndicats, les partis, les coopératives, avant de conquérir l'Etat lui-même et de l'asservir au grand capital.

Ces considérations sont devenues familières à nos camarades. Mais voici qui est plus délicat. Ce qui est nouveau dans le fascisme, ce qui le différencie des formes classiques d'exploitation capitaliste, c'est un nouveau groupement des classes et une nouvelle idéologie. Le but est d'incorporer le prolétariat lui-même dans une vaste formation politique à laquelle ne manquent pas de se joindre les classes moyennes instables par nature. Ainsi on propage l'illusion qu'il n'existe plus d'antagonisme entre exploiteurs et exploités. Plusieurs mythes sont créés, des mystiques sont propagées à grand renfort de moyens théâtraux : celles de l'unité nationale et de la race, avec la mission historique et autres balivernes, celle du sauveur providentiel : un duce, un führer dont les origines populaires flattent les masses. Au degré voulu de l'évolution du phénomène, le parti fasciste s'empare de l'Etat qui dès lors absorbe tout, devient totalitaire. Tout cède à cette duperie tragique, les adversaires étant exterminés.

Mais l'évolution se poursuit et Guérin la voit avec lucidité. Il a d'abord pris soin de décrire le groupe de ceux qu'il appelle les « plébéiens » du fascisme. Ce sont des déclassés, des affamés qui croient en la vertu du socialisme national nouvelle formule. On les a dressés, par l'appât des sinécures, contre le capital et la banque. Inassouvis, ce

sont les chefs d'un parti, fasciste ou nazi, qui se croit et se dit révolutionnaire. Mais le grand capital bailleur de fonds ne saurait tolérer longtemps leur démagogie. Mussolini et Hitler se sont débarrassés de leurs séides compromettants et le parti fasciste lui-même est mis au pas. L'armée régulière supplante les sections d'assaut ou se les incorpore. Les contradictions entre les « plébéiens » et l'industrie lourde se résolvent, en définitive, au profit de celle-ci qui parvient à établir une sorte de dictature militaire du type ancien, où il ne reste de l'idéologie fasciste que juste ce qu'il faut pour illusionner encore les masses.

Ainsi le vieil ennemi, le grand capital, apparaît alors dans son cynisme. Il a vaincu à l'aide du fascisme et triomphe du fascisme lui-même. Le livre de Guérin nous éclaire sur ce dernier stade du fascisme où celui-ci paraît se résorber dans un impérialisme vieille manière, socialisme national et corporatisme n'étant plus que de vains mots. Le grand capital n'est plus alors que férocité, régression et barbarie.

⁂

Dans un dernier chapitre, Guérin tire pour nous, sobrement, quelques enseignements. Et nous réfléchissons avec lui, l'esprit mis sur la voie; nous songeons à la France, à l'Espagne. Nous songeons même à la Russie, victime d'une autre sorte d'oppression, où une oligarchie bureaucratique a institué un régime qui a plus d'une des caractéristiques du fascisme : destruction de la démocratie ouvrière et asservissement du parti, nationalisme exacerbé, croyance au sauveur providentiel.

Nous sommes convaincus avec Guérin que le fascisme n'est pas du tout spécial aux pays à développement industriel insuffisant, comme l'Italie, puisqu'une Allemagne surindustrialisée l'a accepté et le subit à son tour. L'on peut se demander si un pays comme la France pourrait en être protégé par sa forte tradition démocratique. Ne nous attardons pas à dire : le fascisme chez nous, ne passerait pas. Il passerait bel et bien si la classe ouvrière ne lui barrait pas la route. Tout quiétisme trop confiant serait désastreux, car le grand capital peut fort bien chez nous se décider à l'emploi de cet expédient qui ne ferait d'ailleurs que retarder sa ruine.

Otons aussi de notre esprit, si c'est nécessaire, l'illusion que le fascisme prépare la révolution communiste. De malencontreux stratèges le dirent avant la venue d'Hitler; ils se sont cruellement trompés. Dans les conditions les moins mauvaises de son règne, le fascisme écarte toute possibilité pour le mécontentement des masses de se manifester dans un sens prolétarien. Toute révolte sérieuse serait brisée. Le fascisme ruine en effet l'esprit de classe et empoisonne le cerveau des générations successives, au point de rendre impossible tout retour révolutionnaire, pour un nombre d'années que nous ne pouvons évaluer. C'est un recul tragique peut-être définitif. N'ayons pas trop l'espoir de voir tourner en révolte salvatrice le mécontentement des masses dont le conflit entre les « plébéiens » fascistes et les magnats se fait l'écho. Car jusqu'à présent le fascisme est parvenu à résoudre ses contradictions internes.

Il est une autre illusion à dissiper dont on voudrait nous rendre prisonniers : le fascisme c'est la guerre. Guérin a raison de nous mettre en garde. Le fascisme, c'est peut-être la guerre, dans la mesure où le grand capital la veut, mais l'impérialisme à face démocratique la veut et la prépare aussi bien, la déclenche quand il le juge à propos. Il se peut aussi que les « plébéiens » du fascisme, poursuivant l'usage de leur démagogie nationaliste, veuillent aller jusqu'au bout d'une politique belliqueuse. Ayant besoin de la paix, les magnats pourraient briser ce courant et ce sont eux qui, en définitive, l'emporteraient. Il y a dans le capitalisme, selon les moments, la guerre ou la paix. En tout cas, pas de croisade militaire contre l'hitlérisme. Combattons plutôt nos propres fascistes.

⁂

Sur ce point, le livre de Guérin nous apporte une leçon précieuse. Là où s'est installé le fascisme, il a pu le faire à cause de la passivité des syndicats et des partis. Les uns et les autres ont trop compté sur la protection légale, sur la police, sur l'armée, sur les classes moyennes. Or, la police suit le plus fort et l'armée, manœuvrée comme en Espagne, peut passer en partie au fascisme. Quant aux classes moyennes oscillantes, leur répugnance au fascisme, qui sait flatter leur manie nationaliste, n'est pas insurmontable. Elles iront au fascisme si la classe ouvrière, son ennemie-née, n'a pas l'initiative de la lutte et ne les entraîne pas dans sa marche.

Le meilleur antidote du fascisme, c'est en effet une politique audacieuse, constructive, de la classe ouvrière, c'est aussi une auto-défense énergique, en attendant la contre-offensive nécessaire avant qu'il soit trop tard. Quand on vient nous dire : défendons avant tout la République, il ne s'agit pour le moment que de cela, on recommande en réalité une politique de passivité funeste dont le fascisme saurait profiter. Il faut contre lui une hardie politique de classe, prudente certes à l'égard des alliés, mais vigilante à l'égard des adversaires et progressive dans ses réalisations. Une politique capable de donner de nouveaux espoirs et de les justifier, qui attire dans son orbe les classes moyennes, classes d'appoint. En tout cas, comme le dit Guérin, il faut choisir résolument entre fascisme et socialisme.

Chacun peut prolonger en soi ces réflexions. L'ouvrage dont nous avons parlé les y aidera. Il n'est pas, je pense, de livre plus actuel, à une époque où il dépend de la classe ouvrière elle-même que le Front populaire soit chez nous un front de bataille contre le fascisme et non pas une formation politique hésitante, défaillante, prête aux compromissions. Son inertie, sa quiète confiance feraient le jeu des factieux et des grands capitalistes leurs bailleurs de fonds.

A. Richard.

PARMI NOS LETTRES

Une lettre du front D'un camarade du front de Saragosse la carte suivante, datée de Pina del Ebro :

L'avance sur Saragosse se poursuit mais assez lentement. Des renforts en hommes et en matériel arrivent régulièrement. Peut-être les opérations de nettoyage total dureront-elles longtemps encore.

Beaucoup de problèmes importants : l'avenir — la discorde entre Madrid et Barcelone — la question guerre, etc...

Bon moral, grandes qualités, des défauts en masse, mais ça vit et ça agit.

Un appel de l'arrière D'un camarade belge :

J'ai sous les yeux la dernière liste de souscription « Pour la Liberté de l'Espagne » publiée par Le Peuple, *organe du P.O.B. Je suis effrayé de constater la lenteur que l'on met à souscrire... Au total général :* 838.000 *francs, pas encore un million pour un pays ouvrier comme la Belgique.*

Je me demande ce qu'est devenue la proposition qui avait été faite par des ouvriers anglais à leurs syndicats, proposition de faire verser d'office et par chacun le montant d'une journée de travail ?

Au moment où, dans l'angoisse pour les uns et l'excitation pour les autres, on ne parle que des dangers de la neutralité ou de la nécessité de l'intervention, ne croyez-vous pas que le moment est venu d'exiger des travailleurs du monde entier la cotisation extraordinaire proposée par les camarades anglais ?

Une seconde édition de la brochure d'YVON

CORRIGÉE

VIENT DE SORTIR

FAITS ET DOCUMENTS

Les instituteurs contre la guerre

Nous avons donné dans notre avant-dernier numéro le texte de la motion contre la guerre, votée au Congrès de Lille du S. N. de l'Enseignement. Nous publions aujourd'hui l'additif proposé par les camarades Serret et Larrère, qui recueillit 124 voix contre 695 à la motion votée et 40 abstentions. En le lisant, on comprend bien l'hésitation de beaucoup de délégués, partagés entre le désir de s'affirmer sur un texte plus net et plus vigoureux d'opposition irréductible à la guerre, et le souci de réaliser un bloc imposant contre le néo-chauvinisme du Parti communiste :

Le Congrès demande la réduction des crédits militaires et réclame du gouvernement de Front populaire le retour immédiat au service militaire d'un an ou même d'une durée moindre;

. . . . . .

la démilitarisation des frontières en attendant la démilitarisation totale du pays.

. . . . . .

Le Congrès condamne :

1° Les guerres dites de sécurité collective, qui, sous prétexte de sauvegader la paix, risquent de généraliser la guerre;

2° Les guerres dites de défense des démocraties agressées par les fascismes;

3° Les guerres présentées comme des mesures de défense révolutionnaire et dont le résultat le plus certain serait de compromettre irrémédiablement les résultats de la révolution elle-même.

Le Congrès déclare donc qu'en aucun cas, sous aucun prétexte, pour appliquer un pacte ou un traité quelconque, les travailleurs de ce pays ne devront jamais donner leur adhésion à la guerre.

. . . . . .

En ce qui concerne l'action contre la guerre et ses préparatifs, le Congrès demande à l'ensemble de la classe ouvrière et à ses organisations de préparer sans plus attendre l'agitation pour alerter les travailleurs en face des menaces actuelles, et l'action qui doit aller depuis les meetings et les manifestations de rues jusqu'à la grève générale insurrectionnelle avec occupation et prise des usines, prélude de la Révolution sociale préventive.

Enfin, si la guerre éclatait néanmoins malgré ses efforts désespérés pour l'empêcher, le prolétariat se devrait de poursuivre quand même son action pacifiste et de traduire dans la réalité sociale la célèbre résolution de Stuttgart selon laquelle de la guerre impérialiste il doit faire surgir le plus rapidement possible la guerre sociale qui en anéantissant le capitalisme donnerait au monde la Liberté et la Paix.

La « prostitution » des communistes

Le Parti communiste ayant demandé au Parti socialiste danois de constituer un front unique contre le fascisme s'est attiré la réponse suivante :

La lutte contre le fascisme est en réalité un combat pour la démocratie comme principe, comme méthode et comme but.

Il est impossible que dans une telle lutte un parti fondamentalement démocratique comme le Parti socialiste danois puisse s'unir avec un parti fondamentalement opposé à la démocratie comme le Parti communiste.

Si les communistes avaient un jour le pouvoir en ce pays, ils n'accorderaient certainement pas la démocratie ou la liberté aux non-communistes.

Le Parti socialiste danois est un parti démocratique. Nous voulons la justice et la liberté non pour nous seuls, mais pour le peuple tout entier.

Le nouveau « tournant » communiste n'est pas dû à l'idée ou à de nouvelles convictions, mais bien aux ordres de Moscou. La prostitution prend beaucoup de formes, mais, de toutes, la prostitution politique est la plus répugnante.

ENTRE NOUS

Notre numéro de 24 pages

Notre dernier numéro du 10 septembre, comportait 24 pages, ce qui en faisait un numéro spécial. Les événements d'Espagne, le procès de Moscou, la lutte contre la guerre, le mouvement revendicatif et les grèves, sont des faits d'une telle importance qu'ils nous créent des obligations, et nos 16 pages habituelles sont souvent trop justes pour pouvoir parler de tout et traiter ces différentes questions comme elles le demandent.

Malheureusement nos ressources ne sont pas élastiques et 8 pages de plus représentent chez l'imprimeur une dépense supplémentaire sérieuse.

Aussi nous demandons à tous nos amis et lecteurs de ne pas oublier la souscription de la *R. P.* et de joindre à leur renouvellement un petit supplément qui sera toujours le bienvenu.

Des possibles !

Le courrier est plutôt maigre sur ce point. Pourtant nos amis, qui ont à cœur de faire vivre la *R. P.*, doivent se rappeler que la formule des possibles est celle qui est pour nous la plus intéressante. C'est le recrutement le plus sûr et le plus durable. C'est aussi celui qui nous occasionne le moins de frais.

Un lecteur occasionnel est souvent un curieux Un lecteur fourni par un abonné est déjà un camarade dont on connaît la pensée ou les préoccupations sociales, et s'il s'abonne, il restera avec nous.

Dans l'important mouvement ouvrier qui vient de se dérouler, et qui a touché tant de professions et de catégories différentes, parmi les travailleurs de toutes sortes, il y a certainement pour une revue comme la nôtre des lecteurs et des abonnés à recruter.

D'autre part, l'évolution de notre mouvement syndical français, avec ses millions d'adhérents nouveaux, va permettre à nos adversaires, partisans avoués ou non de la subordination, de pouvoir agir à leur gré sur une masse non avertie de leurs buts. Il y a donc nécessité de conserver et d'étendre une parole libre et décidée à défendre le mouvement ouvrier indépendant et la pensée syndicaliste.

La *R. P.*, avec ses douze années d'expérience, répond bien à ce but.

Parmi les nouveaux militants, les membres des conseils syndicaux, des commissions exécutives, les délégués d'usines et d'ateliers, de chantiers, etc., nous devons trouver des lecteurs que notre revue a intéressés.

Que chacun se fasse donc un devoir de nous faire parvenir des listes de noms et d'adresses, pris parmi ces militants. Nous leur ferons le service gratuit de 3 à 4 numéros et plus si nécessaire.

Nous comptons sur un meilleur courrier de « *possibles* ».

Notre souscription

Septembre. — Lucie Colliard (Seine), 10; G. Pelletier (Paris), 5; Mlle Bansard (Calvados), 5; Guyon (Saône-et-Loire), 10; Désobry (Seine), 6; Bataille (Gard), 5; Marguerite Poulier (Rhône), 10; A. Pelletier (Paris), 10; Charles Joly (Paris), 10; Dupuy (Seine), 10. — Total : 91 francs.

Abonnements de soutien

Septembre. — Garnery, 200; Lebeau, 90. — Total : 290 francs.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

LA RODOTYPOGRAPHIE — DOURDEVOIE — DÉT. 02-00

UN LIVRE INDISPENSABLE

Alfred ROSMER

Le Mouvement ouvrier pendant la guerre

■ ■ ■

De l'Union sacrée à Zimmerwald

■ ■ ■

Uu volume in-8 carré de 600 pages. Prix : **45** fr.
LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue Sambre-et-Meuse, PARIS-Xe. - Chèque postal : Paris 43-08

LA R. P. est vendue au numéro...

... à PARIS

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse;
Marchand de journaux, 25, rue de la Grange-aux-Belles ;
Kiosque, angle de la rue de la Douane et de la place de la République;
Librairie de la Poste, angle de la rue Coypel et de l'avenue des Gobelins;
Kiosque, angle du boulevard de Port-Royal et de la rue Saint-Jacques;
Kiosque, angle de la rue Soufflot et du boulevard Saint-Jacques;
Kiosque, 17, boulevard Saint-Michel;
Ancienne Librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince;
Kiosque, angle du quai Conti et du quai de Corse;
Librairie de « La Lumière », 69, boulevard Saint-Germain.
Librairie Picard, boulevard Saint-Michel.
Librairie des Travailleurs, 47, rue Bénard (14e).

... en PROVINCE

ALGER. — Chez Crespo, 7, rue Berthézenne;
AMIENS. — Chez Barbet, 3, rue Dom-Grenier;
DIJON. — Chez Mad. Hérard, 35, rue Sambin;
FIRMINY. — Navant, à la Bourse du Travail;
MARSEILLE. — Kiosque de la Bourse du Travail, rue de l'Académie;
MONTPELLIER. — Chez Louman, 23, rue de la Valfère;
NARBONNE. — Chez Pierre Albert, maison Gaillard, route de Carcassonne.
TOULON. — Chez Cambier-Roscius, avenue de Verdun;

En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
17, RUE DE SAMBRE-ET-MEUSE, PARIS-Xe

Vient de paraître

Daniel GUÉRIN

Fascisme et Grand Capital

La vraie nature du Fascisme, telle que la fait apparaître une confrontation minutieuse des expériences Italienne et Allemande.

UN VOLUME IN-8e CARRÉ : **18** FRANCS
EDITIONS DE LA N. R. F.

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
211, Rue Lafayette - Paris (10e)

ÉDITIONS DU CENTRE CONFÉDÉRAL D'ÉDUCATION OUVRIÈRE

Petite bibliothèque du militant syndicaliste
QUATRE BROCHURES :

N° 1 **Syndiqué, sois un syndicaliste !** 0.25

N° 2 **Guide du Délégué d'atelier**
(avec le texte des lois sur les congés payés et sur les 40 heures)..... 0.50

N° 3 **Les Conventions collectives**
(avec le texte de la loi sur les Conventions collectives et un exemple de convention. — Préface de L. Jouhaux) 0.50

N° 4 **Guide de l'administrateur de syndicat**
(avec un exemple de statuts-type de syndicat et le texte de la loi sur les syndicats)..... 0.50

Ces quatre brochures sont en vente à la C. G. T., 211, rue Lafayette, Paris (10e)
Chèque Postal : Paris 62.84

On ne peut rien comprendre

au 30 juin de Staline-Hitler

si l'on ignore les conditions sociales actuelles de la Russie

SEUL

Ce qu'est devenue la Révolution Russe

par M. YVON

Préface de Pierre Pascal

peut les faire connaître

●

Faites comprendre en faisant connaître !

Diffusez sans relâche la brochure d'Yvon !

L'exemplaire : 2 fr. ; franco : 2 fr. 25

5 exempl. :	**10 fr. franco**	**50 exempl. :**	**75 fr. franco**
10 —	**18 fr. —**	**100 —**	**130 fr. —**

Utilisez pour vos commandes notre compte de chèques postaux :

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, *54, rue du Château-d'Eau, Paris. Compte N° 734-99 Paris*